

LE CŒUR DE LA VILLE BAT DU MUCEM AUX TERRASSES DU PORT













Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pouvoir se soigner partout sur notre territoire grâce à la Région.

Lyazid, médecin directeur de la Maison régionale de santé de Marseille 15^e (13).

LA RÉGION SOUTIENT LES SERVICES PUBLICS

Plus d'informations sur regionpaca.fr



Carte blanche à Mohamed Laqhila

En mars 2014, les élections municipales ont, à nouveau, placé Jean-Claude Gaudin et son équipe, à la tête de la Ville. Ce furent également sur le plan économique des changements notables dans la cité phocéenne car de nouveaux équipements comme les Voûtes de la Major cet été et surtout les Terrasses du Port en mai ont pris place avec un succès reten-



tissant dès les premiers jours d'ouverture. Parmi les autres grands projets, mentionnons Euroméditerranée qui se développe à l'ouest avec le Parc Habité sur Arenc et le Stade Vélodrome qui constitue le point de départ d'un vaste programme avec résidences étudiantes ou de personnes âgées.

Deux actions emblématiques sont mises en lumière à savoir la charte de partenariat entre la mairie des 6e et 8e arrondissement et la CGPME en faveur du développement économique et de l'emploi ou encore la campagne de communication menée par la Chambre de Commerce et d'Industrie pour redorer l'image de la Ville.

De plus, des sujets majeurs sont évoqués comme la laïcité, thème de l'enquête qui est traitée en donnant la parole à des personnalités de la société civile ou des acteurs de la vie politique. Le formidable travail des élus et des associations, des acteurs économiques et culturels qui s'investissent au quotidien est mise en exergue. Et deux nouvelles rubriques, le sport et la santé se greffent désormais.

L'ambition affirmée de cette publication est d'œuvrer pour la pluralité d'expression, la diversité, de favoriser le dialogue et l'échange entre les citoyens de toutes les communautés et de tous les quartiers de Marseille. C'est le sens de cette action qui s'ajoute naturellement à la volonté de mettre en exerque le dynamisme de cette ville.

> Mohamed Laqhila Président du CROEC Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables Provence-Alpes-Côte-d'Azur

PROCHAINEMENT EN FÉVRIER/MARS OUVERTURE DANS LA VILLE

LES HALLES DE MARIGNANE ABED Prix et qualité assurés

Boucherie - Charcuterie - Rôtisserie - Traiteur Superette - Fruits et légumes - Surgelés Produits orientaux - Épices - Olives

19-21, cours Mirabeau - 13700 MARIGNANE face la mairie et musée de Raimu

SOMMAIRE

NEWS2-3
REPORTAGE
«Notre ambition est d'être un facilitateur économique»4-5 EVENEMENT
Un mariage heureux et fructueux pour l'économie et l'emploi6-7 DOSSIER
Euroméditerranée II aménage son «Parc Habité»8
«Les transformations urbaines doivent profiter aux résidents des
quartiers»9
ENQUÊTE
Marseille, un certain art de vivre11 DOSSIER
Une superbe agora sur le front de mer13
REPORTAGE
Un véritable temple du shopping14-15 ENQUÊTE
La laïcité, une formidable liberté17
La laïcité, tradition moderne de notre République18
Laïque et citoyen19
«Symbole d'émancipation et de liberté, la laïcité est à présent
instrumentalisée»20
VIE DES QUARTIERS CIQ : le renouveau dans la continuité21
Solidaires, pas solitaires
Sabine Bernasconi, capitaine pugnace à la barre du premier secteur25
Plein feux sur le secteur médico-social25
Une priorité l'amélioration de l'accueil d'urgence26
Un établissement à forte valeur ajoutée27
Une volonté partagée de mieux vivre ensemble29
SÉCURITÉ
L'Education et la prévention, deux enjeux majeurs30 DÉPARTEMENT
Loïc Gachon, le nouveau visage de Vitrolles31
RÉGION
Gaëlle Lenfant, une femme méritante32
La diversité est une richesse pour Bernard Morel32
«Notre histoire fait partie de notre ADN»33 SOCIÉTÉ
$ \hbox{\it «Ce crime n'est pas un fait divers mais un phénomène de société grave » 34 } \\ \textbf{SANTÉ} $
«Ensemble pour une meilleure vie»35
Santé Sud: 30 ans d' «Agir sans remplacer»
Vivaux Sauvagère, le foot à vocation sociale37
Consolat, le rêve d'un quartier38 CULTURE
Un vrai moment de fête39
Le MAC souffle ses vingts bougies40

MARSEILLE PLUS LE MAG N° 9 Le magazine de Marseille et de sa région

Maison des Associations

93, la Canebière - 13001 MARSEILLE - BP 424

Site web: www.marseille-plus. fr

Directeur de la publication / Président Marseille Plus : Boualem AKSIL

E-mail: boualem.aksil@gmail.com

Directeur de la rédaction : Jean-Pierre ENAUT

Rédaction : Jean-Pierre Enaut, Gaelle Cloarec, Sandrine Lopez, Michel Couartou

Photographie: Frédéric Stéphan - Vincent Gambin

Conception et mise en page :

Gilles Cozzolino - GRAPHIQUE & COM' - www.graphique-com.fr - 06 13 78 41 19

Impression: Horizon - Gémenos Périodicité bimestrielle N° Siren: 509 628 749 00012 Dépôt Légal: 23 juillet 2010



L'actualité en bref...

Inscriptions en ligne

Depuis le 16 juin 2014, les élèves qui empruntent le réseau Cartreize pour se rendre dans leurs établissements scolaires peuvent s'inscrire sur le site internet du Conseil général des Bouches-du-Rhône: www.transports-scolaires@cg13.fr. Depuis 10 ans, le Conseil général des Bouches-du-Rhône assure la gratuité des transports scolaires relevant de sa compétence (hors frais de dossier). C'est ainsi que 17 000 élèves du département qui répondent aux critères de prise en charge (domiciliation, trajets interurbains ...) bénéficient de ce dispositif.

Innovation numérique

Daniel Sperling, adjoint au maire délégué à l'innovation au développement par le numérique, a représenté Jean-Claude Gaudin, sénateur maire de Marseille, à une conférence internationale rassemblant sur ces thèmes, les maires de 35 villes en Israël. Cet événement économique a associé rencontres économiques et politiques et découvertes:un incubateur, des portails éducatifs, des sociétés innovantes ou encore le parc de haute technologie de Beer Sheva.

Une récompense méritée

Le Conseil général des Bouches-du-Rhône a été récompensé pour la qualité de son accueil. Danièle Garcia, Conseillère générale, a représenté Jean-Noël Guérini, Président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, lors de la cérémonie certification de l'accueil AFAQ - AFNOR, le jeudi 5 juin 2014 à l'Hôtel du Département. Il y a six ans, le Conseil général recevait la certification Afnor pour six sites pilotes engagés dans une démarche d'amélioration de la qualité de l'accueil. Depuis, cette démarche a été étendue à 63 sites répartis dans le département qui viennent d'obtenir la certification «Qualité accueil».

Le colonel Grégory Allione, nouveau directeur départemental du SDIS

Le Colonel Grégory Allione, 43 ans, est le nouveau Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône, sa candidature ayant été retenue par Jean-Noël Guérini, président du Conseil Général et président du Conseil d'Administration du Sdis et par le préfet de région Michel Cadot. Il succède au colonel Luc Jorda, qui a fait valoir ses droits à la retraite et a cessé ses fonctions le 25 juillet. Conseiller sécurité civile du ministre de l'Intérieur, Grégory Allione a travaillé au cabinet du ministre de l'Intérieur depuis mai 2012. Il avait été durant deux ans conseiller social du directeur général de la Sécurité civile et de la gestion des crises, à Asnières. Né à Toulon en 1971, le colonel Allione avait auparavant effectué toute sa carrière dans le Var, département qu'il a quitté en 2010, après avoir été notamment chef du centre de secours de Brignoles.

Culture germanophile

Antonia Blau est Berlinoise, et après un séjour à Paris, elle est venue travailler à Marseille pour le Goethe-Institut, à l'occasion de la Capitale européenne de la culture. Une expérience enrichissante, aux côtés d'Ulrich Fuschs, directeur adjoint de MP2013, qui lui a donné envie de continuer l'aventure dans la cité phocéenne. En mai dernier, cette jeune femme dynamique a réuni élus, partenaires privés et publics, et plusieurs associations franco-allemandes, pour inaugurer le nouveau bureau de liaison du Goethe-Institut dans les locaux de La Friche. Bien que ne disposant pas encore de budget spécifique (c'est Paris qui finance son action), cette antenne marque le retour officiel de l'institution cuturelle germanique à Marseille, rejoignant ainsi les six autres bureaux existant en France. "Pour le moment, il n'y aura pas d'accueil du public, pas de bibliothèque, pas de cours de langues comme c'est le cas ailleurs. Mais nous proposerons une vraie programmation événementielle, des pro-



jections de films, des lectures..." On retiendra d'ores et déjà un très joli projet en collaboration avec l'Institut Français de Hambourg, sur le point d'aboutir : des lycéens marseillais ont rédigé une nouvelle policière située dans cette ville, tandis que leurs homologues allemands placaient leur intrigue à Marseille... De leurs regards croisés, naîtra un recueil réunissant une cinquantaine de textes.

G.C

Alain Gargani

L'évènement majeur de l'année

Pour Alain Gargani, directeur général de la société Atout Organisation Sciences et toute son équipe qui organisent vingt à trente manifestations par an, ce congrès européen de médecine physique et de réadaptation fut un événement considérable dès le départ. «Dés que la ville de Marseille a été sélectionnée pour accueillir cet événement majeur, nous avons été chargés par la SOFMER que nous accompagnons depuis quatre ans de l'organisation et de la recherche de partenaires pour pour participer au financement», a t-il précisé. Ce congrès où de nombreuses personnalités ont assisté et notamment la présidente européenne de nationalité grecque et la présidente internationale, M. Yvon Berland, président d'AMU et M. Patrick

Padovani, adjoint au maire délégué au handicap, était, avec près de 2400 participants venus de 70 pays, le plus important congrès qui s'est déroulé au Pharo. «Nous avions déjà organisé des manifestations de grande ampleur avec 6000 participants à Paris et une autre de 5000 à la SA-FIM à Marseille mais jamais autant dans ce magnifique écrin», a confié Alain Gargani. Si l'enjeu était considérable pour l'agence et les organisateurs, les retombées l'étaient également avec 1M€ et même 2,5M€ de retombées induites.

JP.E

VINCI FACILITIES

«Nous sommes un acteur majeur de la maintenance»

M+: Djamal Mouhou, vous êtes le dirigeant de Vinci Facilities sur la Région Provence Alpes. Nous connaissons le groupe Vinci mais quelle est cette entité Vinci Facilities ?

M+: Vinci Facilities est une marque que portent certaines entreprises du groupe Vinci et spécifiquement les entreprises qui œuvrent dans les métiers de la maintenance des bâtiments et des services associés.

(La suite de l'entretien sur le site Internet)

Le Hard Rock Café au cœur de marseille

La Ville vibre avec l'arrivée de son Hard Rock Café. C'est dans les anciennes boulangeries royales, sous Louis XIV, qu'a pris place cet établissement de 1500 m2 repensé intelligement par le cabinet d'architecture CCD. ont associés au sein de cet espace singulier à la fois un café, un restaurant, un musée et une salle de concert.



La version Made in Marseille du Hard Rock Café se déploie en lieu et place de l'ancien parking sur le Cours d'Estiennes d'Orves. Avec son célèbre Rock Shop et ses artistes collectors, son coffee bar lounge, sa restauration de qualité, élaborée à partir de produits frais et locaux, sa scène live, l'établissement invite les familles, les touristes et les consommateurs de toutes générations à une expérience unique. «Je fais partie des Marseillais qui aiment leur ville et veulent y investir. Nous allons dévoiler un patrimoine exceptionnel enfoui sous 300m2 de voutes datant du XVIe siècle», a

confié Yves Pleindoux, PDG de la SAS Rock Square, franchisé Hard Rock International. Avec ses 180 sites dans plus de 55 pays, la marque de légende, devenue une référence mondiale, a effet choisi de s'ancrer dans la cité phocéenne pour proposer de la restauration à thème, de la musique live avec la mise en valeur de talents en herbe ainsi qu'un espace d'exposition avec la fameuse Mémorabita. Ce sont en tout plus de 400 objets authentiques du Rock and Roll (vêtements, instruments de musique, habits de stars, posters) qui ont installés sur les murs. Le Hard Rock Café accueillera l'an prochain, la Laura music Foundation, l'association pour le développement de la musique pour les jeunes talents. Un studio d'enregistrement professionnel insonorisé conviera une sélection de talents en herbe à concourir pour enregistrer une démo gratuitement. L'arrivée de cet enseige internationale qui crée une centaine d'emplois participe à l'essor économique de Marseille et constitue une reconnaissance du potentiel de la cité phocéenne.

JP.E

Mohamed Le Suédois, le comique marseillais qui monte

N'en déplaise aux parisiens, la nouvelle figure montante des humoristes en France est bien Marseillais. Car malgré son nom de scène qui laisserait penser tout autre chose, Mohamed le suédois est bien originaire du 13e arrondissement de Marseille. Présentation de la nouvelle figure montante du rire.

Avec ses 13924 mentions j'aime sur sa page Facebook, Mohamed le Suédois est devenu en quelques mois le comique incontournable des 15 / 35 ans. Dès son plus jeune âge, ce marseillais originaire des quartiers Nord



de Marseille, savait pour quoi il était fait: faire le comique. Il se souvient que ses professeurs écrivaient sur ses bulletins «votre fils est né pour faire le con». Très tôt il a donc pris le chemin du Cours Florent. «J'y suis resté deux ans et en sortant de là j'étais complétement démotivé car beaucoup de portes se ferment, se souvient Mohamed. J'étais nerveux à l'époque, je n'avais pas compris qu'il me manquait du travail.» Faute de grive, dit-on chez nous... «J'ai fait le commercial. Et j'étais plutôt doué!», se souvient-il. Jusqu'en 2011 où il s'inscrit au concours de Patrick Bosso, le Marseille Comédie Club et gagne la finale. «Je n'en revenais pas mais aujourd'hui je sais que rien n'est dû au hasard», commente le jeune comique.

Désormais, il tourne dans toute la France et fait salle comble à chacune de ses représentations. Son humour s'inspire de la vie, des relations hommes/femmes, des sujets dits sensibles... «On peut rire de tout selon moi mais pas avec tout le monde. Moi j'ai pris le parti de parler des sujets qui fâchent. C'est dans mon tempérament j'aime foutre la merde», lance-t-il tout de go. Solitaire dans l'écriture de ses spectacles, Mohamed le Suédois pense néanmoins à des collaborations mais cette fois-ci au cinéma. Quand on lui parle du chemin déjà parcouru depuis qu'il a débuté en 2011 au Quai du rire, il se souvient: «Pour ne pas avoir froid dans la salle du Quai du rire, des chauffages électriques ont été installés sur la scène, un truc de dingue quand on y pense! Aujourd'hui, je vis de mon métier et ma mère plane complétement de me voir réussir». En même temps, après être né un 1er décembre à 20h30 dans un ascenseur de l'hôpital de la Belle de Mai, la vie ne pouvait pas le prédestiné à autre chose qu'à la scène!

E.D

*Retrouvez Mohamed le Suédois le 31/12/14 à Lyon.

RETROUVEZ LE MAGAZINE SUR LE SITE INTERNET WWW.MARSEILLE-PLUS.FR

Un nouveau président pour le WTC

A l'occasion de son Assemblée Générale du 19 mai 2014, le Conseil d'Administration du World Trade Center Marseille Provence a élu Paul Chaffard en tant que nouveau Président Directeur Général, succédant ainsi à Jean-Pierre Barade qui occupait cette fonction depuis huit ans. Né en 1949 à Ferney-Voltaire, dans l'Ain, il a poursuivi des études supérieures en Informatique à Grenoble. Il est titulaire d'un diplôme d' Ingénieur Informatique du CNAM (Conservatoire National des Arts et Metiers). Il est récemment retraité, après 43 ans de carrière au sein du groupe Cap Gemini, un des leaders mondiaux du conseil en management et en systèmes d'information. Membre élu de la CCI Marseille Provence depuis 2011 et membre de la Commission CCI International PACA, il est intervenu plus particulièrement dans les missions de développement à l'International, de rayonnement et attractivité du territoire, et des Grands Evénements.

Une belle élection

Après deux années de présidence à la tête du Cercle des Médias et de la Communication, Marie Christine Lauriol, journaliste à France Inter et France Info a été réélue pour la troisième année consécutive, à la tête de cette structure dynamique rassemblant une centaine de journalistes et des communicants. C'est le 2 octobre 2014, au Palais des Arts à la Foire de Marseille, et lors du soirée festive organisée pendant cet événement commercial de grande ampleur, que la présidente avec, à ses côtés, l'ensemble des membres du bureau, a présenté son programme

La première pierre du 4 étoiles d'Euromed Center

Les dirigeants du groupe américain Louvre Hotels ont posé le 23 juin la première pierre de l'hôtel 4 étoiles du programme Euromed Center porté par Foncière des Régions et Crédit Agricole Assurances sur Euroméditerranée. Cet établissement de 210 chambres (pour 10.000 m2 de SP) sera exploité sous l'enseigne Golden Tulip. Cet hôtel, conçu par l'architecte transalpin Massimiliano Fuksas, le cabinet parisien International d'Architecture et le Studio Desseins (décoration intérieure) accueillera la clientèle d'affaires et de tourisme d'Euromed Center et plus largement de la métropole marseillaise. Les entreprises Fayat et Vinci ont lancé les travaux de ce bâtiment qui poussera coté mer d'ici l'été 2016, juste en face du Silo.

Deux talents primés

Tout au long du mois de juin, vingt deux jurys organisés par BGE ont désigné les lauréats régionaux du concours Talents des Cités 2014. Dans la région, deux lauréats ont été désignés. Il s'agit de Lofty Albaz (catégorie création) qui a créé un laboratoire de prothèses dentaires à Saint-Antoine et Kheira Belaiti (catégorie Emergence) pour son activité de wedding planer pour les mariages orientaux. Ils remportent respectivement un prix de 2000 et 1000 € pour les aider à développer leur activité.

Fonds marins

La ville de Marseille a été distinguée pour son opération PRADO 2006 qui a permis de restaurer la vie des fonds marins de la rade sud de Marseille par l'immersion de 27 300 m3 de récifs artificiels. Cette opération a été soutenue financièrement par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, a remis ce prix à l'occasion du colloque des 50 ans de la politique de l'eau, qui a réuni plus de 400 participants à la Maison de la Chimie à Paris.



«Notre ambition est d'être un facilitateur économique»

Créée en octobre 2013 l'association Maghreb Business Community qui rassemble à présent une quarantaine d'adhérents a pour volonté de rassembler les décideurs économiques franco-maghrébins afin de développer des affaires en Méditerranée. Entretien exclusif avec Samy Hammache, son président.



Marseille Plus : Pourriez vous nous évoquer votre parcours ?

Samy Hammache: J'ai tout d'abord travaillé au Maroc mais surtout en Algérie pendant dix ans. J'assumais la fonction de directeur général dans une multinationale dans le secteur pharmaceutique. Cette entreprise appelée Inotis est spécialisée dans la fabrication de dispositifs médicaux à usage unique (jetable, non tissé). Elle exporte depuis l'Algérie dans cinquante quatre pays. Cette expérience m'a donné le désir de développer les relations entre les décideurs économiques des deux rives de la Méditerranée.

M+: Vous avez créé et vous présidez donc l'association Maghreb Business Community. Quel est son but ?

S.H : Il existe un véritable avantage concurrentiel, pour nous, français de souche et d'origine maghrébine et les décideurs économiques de l'autre rive. Comme nous partageons la même culture, nous pouvons, dès lors, supprimer les barrières du pays et les codes et il apparait ainsi, plus facile, de nouer des relations. Nous n'avons ainsi ni la barrière de la langue, ni la psychologie inhérente au pays, ni les codes de travail spécifiques pouvant nous gêner pour nouer des relations.

M+: Pourtant les relations d'affaires dans ces pays reposent en premier lieu sur l'affectif. Quel est votre apport?

S.H: L'humain est prioritaire en Algérie. C'est à partir de relations affectives que se développent ensuite des relations d'affaires. Nous souhaitons de notre côté amener de la rigueur européenne et exporter notre savoir-faire pour développer les pays émergents. Il existe en fait une demande accrue de ces pays, essentiellement l'Algérie, le Maroc pour se développer.

M+: Comment définiriez vous votre structure ?

S.H: Nous sommes une structure apolitique, non religieuse, non communautaire qui a uniquement une vocation économique.

Nous sommes, avant tout, un facilitateur entre les français et les franco-maghrébins pour tisser des liens économiques dans les deux sens de la Méditerranée.

M+: Combien avez vous d'adhérents ?

S.H: Nous étions au départ une quinzaine. Nous sommes à présent une quarantaine de membres, des avocats, des professions libérales, des responsables de TPE et de PME. Notre souhait est de privilégier uniquement le réseau pour établir et renforcer les liens entre les décideurs.

M+: Quel est le bilan? Quels sont à votre sens les exemples les plus significatifs?

S.H: Il est, à mon sens, satisfaisant. Une dizaine d'entreprises sont installées en Algérie et nouent des relations d'affaires. C'est le cas de Seven Seas Algérie, une entreprise dirigée par Thierry Dubourdieu. Il s'est installé, il y a quelques mois, en Algérie et a commencé à travailler dans le domaine de l'expertise maritime et de la commercialisation de pontons flottants. C'est également, Djamel Bouchta, chef d'entreprise à Bedjaia, distributeur exclusif des marques automobiles Chevrolet et Isuzu qui souhaite distribuer ces véhicules en France.

M+: Vous avez initié une opération de promotion sur le Vieux-Port pendant la Coupe du Monde de football. Quel était son objectif?

S.H: L'entrée dans Europe ne semble pas être une réalité pour beaucoup de nos concitoyens. Or, il y a de nombreuses possibilités avec les pays en développement. Nous tentons de réaliser des relations tripartites entre la France. le Maghreb et les pays de l'Est, notamment avec la Roumanie et la Bulgarie. Aussi, pendant la période festive et emblématique de la Coupe du Monde et lors d'un match entre l'Algérie et l'Allemagne, nous avons convié une délégation de Roumanie avec, en particulier, un



Deux invités prestigieux : un préfet et un maire de Roumanie

Boualem Aksil, Président de Marseille Plus

Jean Roatta, adjoint au maire délégué aux relations euro-méditérranéennes

Préfet et un maire. Cette soirée s'est tenue en présence de Jean Roatta, adjoint au maire délégué aux relations euro méditerranéennes.

M+: Il existe un déficit en matière d'exportation. Comment y remédier ?

S.H: La France est mal cotée sur l'exportation. Nous désirons apporter de l'intelligence pour chercher des marchés et générer un flux économique vers ces pays. Notre volonté est d'augmenter le chiffre d'affaires des sociétés en France et, en aucun cas, de délocaliser.

M+: Quels sont les secteurs les plus pertinents ?

S.H: Il s'agit avant tout des travaux publics, des télécommunications et du secteur maritime. Mais, d'une manière générale, nous sommes placés sur de la valeur ajoutée. Nous avons de la plus-value sur l'expertise.

M+: Qu'apportez vous de plus par rapport à la concurrence chinoise ?

S.H: Les réponses aux appels d'offre internationaux se font en arabe et en français. Là encore, nous avons un net avantage.

M+: Quels sont vos projets cette année ?

S.H: Nous allons emmener une délégation de chefs d'entreprise en Roumanie au premier trimestre. Nous allons également mettre en place au second trimestre, en étroite relation avec l'ANDI (Agence nationale du Développement de l'Investissement) un déplacement à Alger avec une délégation de chefs d'entreprises dans les secteurs des travaux publics terrestres et maritimes.

Propos recueillis par Jean-Pierre Enaut



A gauche de Sammy Hammache, Richard Martin, directeur du Toursky



Un mariage heureux et fructueux pour l'économie et l'emploi

La mairie des 6e et 8e arrondissements de Marseille et la CGPME 13, première organisation professionnelle, ont signé le 13 octobre 2014 à la mairie de Bagatelle, une charte de partenariat visant à développer les liens entre les deux entités et à mettre en place des actions en faveur du développement économique et de l'emploi sur ce territoire. C'est la première fois qu'un tel rapprochement s'opère en France entre une mairie et la CGPME. Explications.

Les quartiers Sud de Marseille constituent un véritable vivier économique. Ce sont, en effet, plus de 9 000 entreprises dont 7 610 sièges sociaux qui sont installées sur ce secteur très dense. De l'entreprise individuelle au professionnel libéral en passant par les TPE, les PME et les groupes internationaux comme COMEX, ONET, Parakian ou Carrefour et Fego, ces acteurs façonnent indéniablement le tissu économique, génèrent de la richesse, créent l'emploi local et participent à

l'attractivité de ce pan du territoire. S'il existe plusieurs centres commerciaux et notamment le centre commercial Bonneveine avec la grande surface Carrefour et une centaine de commerces mais aussi de nombreuses entreprises, les projets ne manquent pas, notamment autour du Stade Vélodrome avec. entre autres, l'implantation des Galeries Lafayette. A l'initiative de la mairie des 6e et 8e arrondissements et de son premier magistrat Yves Moraine et, par l'intermédiaire de Michel Farhi, adjoint à l'économie et à l'emploi, a été initiée une politique active de développement économique. «Nous souhaitons nouer et renforcer des liens particuliers et vivaces avec les acteurs locaux qui font de ce 4e secteur, un territoire d'initiatives et d'énergies», a confié le maire, lors de la signature de partenariat avec la CGPME 13, Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises des Bouches-du-Rhône.

De nombreuses personnalités assistaient à cette réception à savoir des élues parmi lesquelles Dominique Vlasto, adjointe au tourisme, Marie-Laure Rocca-Serra, adjointe à l'enseignement supérieur, Nora Preziosi, adjointe à la jeunesse, l'animation dans les quartiers et au droit des femmes et des re-

présentants du monde économique avec, en particulier, Mohamed Laqhila, président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables.

DES AMBITIONS AFFIRMÉES

Aujourd'hui, un constat s'établit pour la mairie : les entreprises sont confrontées, pour elles-mêmes et leurs collaborateurs, à de nombreuses démarches administratives. Alain Gargani, président de la CGPME 13, est catégorique : «Nous sommes persuadés que les préoccupations des chefs d'entreprise doivent être réglées à l'échelon local». Ainsi, Yves Moraine a rappelé l'objectif de ce partenariat: «Il s'agit d'acquérir une dimension réseau, basée sur l'échange d'informations et sur l'organisation d'événements». Le maire et son équipe entendent ainsi accompagner, promouvoir et accroître l'activité des entreprises sur ces deux arrondissements, tous secteurs d'activités et tailles confondus. «Nous désirons instaurer des relations pérennes et de qualité avec les acteurs économiques qui seront concrétisées et mises en action par des partenariats», a confié le maire. La CGPME 13 fait un constat amer de la situation: «Avec le pacte de responsabilité,



rien n'a changé cependant pour les entreprises. La croissance est atone, les entreprises survivent. Or elles souhaitent se développer», estime Alain Gargani. L'enjeu est donc, pour l'équipe municipale, de restaurer un climat de confiance, une confiance qui, à son sens, a été érodée au fil du temps, afin de favoriser l'initiative, la prise de risque mais également d'attirer de nouveaux entrepreneurs et investisseurs sur ce secteur.

UN PARTENAIRE NATUREL

La CGMPE 13, relais départemental de la CGPME, organisation patronale interprofessionnelle indépendante, est le partenaire le plus judicieux pour tisser ces liens et mettre en place ce partenariat. «Nous sommes des entrepreneurs qui ont engagé leur patrimoine dans leur entreprise et qui véhiculent une vision positive de l'entrepreneuriat», a expliqué Alain Gargani.

La représentativité de cette organisation syndicale dont la mission est de représenter les petites et moyennes entreprises du département, tous secteurs confondues, auprès des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, notamment en s'appuyant sur la présence de mandataires au sein de ces différentes instances est officiellement et unanimement reconnue. Que ce soit dans les secteurs de la formation et de l'emploi (Fongecif, Conseil des Prud'hommes, Cité des métiers), de l'économie, du commerce, du contentieux commercial ou fiscal (Commission départementale de impôts directs, Tribunaux de commerce, Chambres de Commerce et d'Industrie), de la santé et du social (Caisse d'Allocations Familiales, RSI), il y a toujours un mandataire CGPME 13 pour faire valoir les droits de ses membres au sein des différentes instances. Ce sont quelques trois cent femmes et hommes chefs d'entreprise qui offrent de leur temps précieux pour faire vivre et animer le syndicat.

UN LARGE ÉVENTAIL DE PRESTATIONS

Afin d'apporter une aide concrète aux dirigeants des TPE et PME dans un contexte économique

difficile, la CGPME 13 s'attèle à fournir des réponses personnalisées à ses adhérents dans chacun des secteurs importants de l'entrepreneuriat. A côtés de ses conseils, la CGPME13 tente de favoriser les échanges. «Des matinales sur un thème», «des apéro business», «des afterwork» chez de grands comptes, des échanges avec des personnalités dans le cadre du «13H des entrepreneurs», chaque semaine, la CGPME 13 convie ses adhérents à des rendez-vous dont l'objectif est la mise en relation entre chefs d'entreprise afin de développer d'éventuelles collaborations. L'organisation patronale offre également un large éventail de services à ses adhérents mais également des sessions de formation. Elle leur donne également l'opportunité de participer à des commissions de travail (banque, international, cession et transmission). La CGPME 13 représente un réseau territorial bien étoffé sur le territoire de Marseille à Arles vent isolés et ne savent, pour la plupart du temps, pas à qui s'adresser face à de nombreuses demandes, sur le plan administratif».

Aussi, deux interlocuteurs ont été désignés pour coordonner les actions, à savoir Michel Farhi, adjoint à l'économie et à l'emploi, pour la mairie du 6e et du 8e et Alyne Bouix pour la CGPME 13. Cette opération débute tout d'abord par une information réciproque sur toutes les actions mises en œuvre par l'une ou l'autre des deux structures ainsi qu'une invitation à l'ensemble des manifestations proposées par l'une ou par l'autre des deux entités. Si de nouvelles entreprises s'implantent, les deux protagonistes s'engagent à s'informer mutuellement de ces arrivées sur le territoire.

La mairie de secteur et la CGP-ME 13 s'engagent à créer un lien sur leur site Internet respectif. De son côté, la mairie de sec-



en passant par La Ciotat, Aix-en-Provence et Salon-de-Provence. Elle est ainsi présente sur toutes les villes stratégiques où des référents territoriaux font vivre des valeurs au travers de diverses actions organisées pour les chefs d'entreprises qui sont implantés localement.

UNE SYNERGIE DE MOYENS

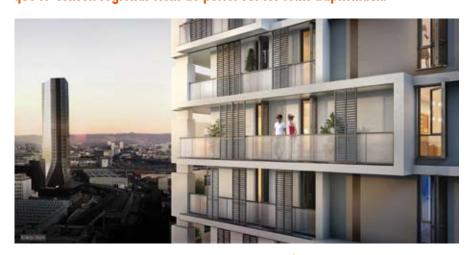
L'objectif premier de ce partenariat concrétisé à travers cette charte est de renforcer les liens entre les entreprises et les services municipaux. Cela part d'un constat pour Michel Farhi: «Les chefs d'entreprise sont souteur le fera également afin d'informer tous les adhérents de la CGPME13 de tous les marchés lancés par la mairie. En outre, elle s'engage à faire bénéficier les entreprises d'un accueil spécifique et d'une assistance privilégiée dans leurs démarches administratives. Enfin, les deux partenaires s'engagent à élaborer une bourse de l'emploi permanente afin de participer conjointement aux manifestations dédiées à l'emploi comme «Jobs d'été» en avril et «C'est la rentrée» en septembre.

Jean-Pierre Enaut



Euroméditerranée II aménage son «Parc Habité»

Dernière opération du programme initial d'Euroméditerranée, le «Parc Habité» sera définitivement livré en 2018. L'aménagement privilégie les espaces verts et les jardins, ainsi qu'une conception innovante et adaptée des logements, avec partage de services et mixité tous azimuts. Fer de lance du programme, l'Université régionale des Métiers que le Conseil régional vient de porter sur les fonts baptismaux.



Alors que sont lancées en ce moment les études d'aménagement pour Euroméditerranée II, le programme d'extension vers le nord de l'opération d'intérêt national, le «Parc Habité» sera la dernière opération du programme initial, celui qui a été fixé en 1995. Les premiers chantiers démarrent et d'autres interviendront jusqu'en 2016 pour une livraison globale prévue en 2018. L'aménagement prévoit 2000 logements nouveaux, 21 000 m2 de commerces, 130 000 m2 de bureaux et 75000 m2 d'équipements publics (dont le nouvel Hôpital Européen, conçu par l'architecte Roland Carta).

Imaginé par l'architecte-urbaniste Yves Lion dans le cadre de la Zac de la Méditerranée, ce projet, qui s'étend de Désirée Clary à la gare d'Arenc, privilégie la création de nombreux jardins.

L'ambition est de créer un nouveau quartier de ville qui concile l'impératif de densité et la qualité de vie, du vivre ensemble. A la place des actuelles friches industrialoportuaires, Yves Lion a imaginé un quartier doté d'espaces plantés, différents les uns des autres, avec des traversées est-ouest vers la mer larges de 30 m, destinées à la circulation mais aussi à la promenade, avec des trottoirs généreusement dimensionnés.

MIXITÉ TOTALE DES FONCTIONS, DES POPULATIONS ET DES ÂGES

Le « Parc Habité » invente le partage de services et de lieux de vie tout en redéfinissant le concept de mixité. Un service de conciergerie permettra à tous les résidents de partager et de s'échanger des services (babysitting, cours du soir, co-voiturage...), une sorte de communauté de voisinage. Parce que la ville doit être le lieu même du vivre ensemble, la mixité dans le « Parc Habité » se fera à tous les étages et à tous les coins de rue. Logements locatifs sociaux (au moins 20 %), locatifs libres ou en accession se côtoieront, bien sûr, mais ils seront totalement imbriqués dans une série de résidences dédiées, hôtelières, étudiantes ou intergénérationnelles. Située sur la pointe nord du «Parc Habité». l'Université régionale des Métiers, portée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur qui la finance à plus de 50 %, sera un des éléments phares du nouveau quartier. Ce sera un pôle régional d'orientation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie. Elle accueillera 1 200 apprenants par an (apprentis mais aussi salariés d'entreprises ou dirigeants) dans 7 filières de formation différentes. Elle proposera une offre globale qui comprend, outre la formation, l'hébergement (150 places), porté par Erilia et API Provence,

la restauration, l'information, le conseil et le suivi. Cette offre globale en fait un projet unique en France. Sa livraison est prévue en 2017.

UNE NOUVELLE CONCEPTION DES LOGEMENTS

En ce qui concerne les logements, l'accent est mis sur l'innovation et l'adaptation aux nouveaux modes de vie. Le groupe Brémond associé à Progéréal (avec les architectes Philippe Gazeau, Yvann Pluskwa et Herreros Arquitectos) va lancer en 2015 un programme de 313 logements avec une offre de services en pied d'immeuble, des espaces extérieurs et intérieurs partagés, et l'adaptation des logements aux nouvelles typologies de familles (intergénérationnelle, recomposée...).

Le promoteur Made in Méditerranée proposera 110 appartements, pour la plupart en duplex, et qui privilégient la hauteur sous-plafond, les doubles baies vitrées pour une grande luminosité naturelle et les grands volumes de pièces à vivre, avec de grandes terrasses ou des jardins privatifs en rez-de-chaussée (architectes Lion - Lemerou - Hodebert). Sogima, sous la conception de l'architecte Jean-Michel Battesti, proposera 46 logements optimisés pour le confort et l'économie d'énergie (RT 2012). Chaque appartement bénéficiera d'une luminosité maximale, les plus élevés étant prolongés par de larges terrasses. Nexity et Bouygues ont lancé le programme Neomed, conçu par les architectes Poissonnier et Ferran, qui rassemble trois résidences: Neozen, une résidence étudiante avec un amphithéâtre au premier niveau, Neociel, un bâtiment de 16 étages qui offre des vues imprenables sur la mer et Neolis, qui privilégie les terrasses et les loggias. La déambulation piétonne dans le nouveau quartier est prévue en 2018.

Michel Couartou



«Les transformations urbaines doivent profiter aux résidents des quartiers»

Maire du 2ème secteur de Marseille (2ème et 3ème arrondissements), Lisette Narducci se réjouit de la transformation de ces quartiers, dont les retombées, avec le Mucem d'un côté, le Pôle Médias et la Friche de l'autre, profitent à l'image de l'ensemble de la ville. Regrettant que ces transformations nécessitent souvent un temps de réflexion et de réalisation assez long, elle prend note aujourd'hui d'une véritable transformation du Panier et prédit que la Belle de Mai sera demain le nouveau centre de Marseille.

Marseille Plus : Que pensez-vous de l'aménagement du bord de mer, la disparition de la passerelle, la construction du Mucem et de la Villa Méditerranée, l'aménagement du parvis de la Major...?

Lisette Narducci : Bien évidemment, le boulevard du littoral a totalement transformé le quartier. Mais au-delà du quartier, c'est une transformation qui concerne l'ensemble de la ville de Marseille, qui marque une nouvelle image de la ville. On parle du Mucem dans le monde entier.

Et c'est une très bonne chose. Mais il ne faut pas oublier que tout cela a commencé ici bien avant. Marseille-Provence 2013 a permis d'accélérer la mutation qui avait démarré par la réhabilitation de la rue de la République. Une période un peu difficile où il nous a fallu être très vigilant, avec deux opérateurs qui avaient des pratiques peu honorables. Aujourd'hui, je suis ravie. Le littoral, le Vieux-Port, la rue de la République... les marseillais se sont totalement approprié cette mutation urbaine et en sont fiers. C'est une réussite.

Mais il faut continuer à être vigilant. Ces transformations de la ville doivent accompagner l'intérêt des riverains, des résidents, des habitants de ces quartiers. Quand j'entends dire qu'Euroméditerranée est un nouveau quartier de Marseille, je m'insurge. C'est un quartier qui évolue, que l'on fait évoluer, mais pour le bien-être des marseillais et des habitants.

Marseille Plus : Le hangar J1 a été un des hauts lieux de Marseille-Provence 2013. Que va-t-il devenir ?

Lisette Narducci : Rien n'est encore décidé. Le Port n'a toujours pas acté la cession du J1 à la Ville, comme il est prévu de le faire. Et une fois que ce sera fait, que décidera la ville de Marseille ? En faire une salle d'expositions? Cela a été sa destination pendant l'année 2013 et cela a très bien marché. On parle aussi de le transformer en casino. Marseille est la deuxième ville de France, elle a désormais de plus

en plus une dimension internationale, une fréquentation touristique en croissance constante, je ne suis pas choquée qu'on y construise un casino. Je serai choquée en revanche qu'on le fasse dans une zone d'habitat dense, en raison des nuisances nocturnes d'un tel équipement. Le J1 est



idéal pour cela, en bord de mer, un peu excentré, avec des possibilités de parking. Mais je le disais, rien n'est encore décidé.

Marseille Plus : Le quartier historique du Panier a-t-il pu profiter de cet engouement vers le littoral ? N'est-il pas un peu laissé de côté ?

Lisette Narducci : Le Panier aussi se transforme. Je suis très fière d'avoir pu mener à bien la rénovation de la Place de Lenche. Au passage, il aura fallu 15 ans pour y arriver... Regardez aujourd'hui la fréquentation de cette place, les terrasses des cafés et des restaurants sont en permanence bondées. Je sais que les commerçants se plaignent encore d'un nombre insuffisant de visiteurs. Mais c'est parce que les touristes qui viennent désormais sur le Vieux-Port et au Mucem sont en très grande augmentation. Et en comparaison, ils sont moins nombreux dans le Panier. J'ai demandé depuis deux ans à la ville de Marseille d'installer une signalétique plus importante sur le Vieux-Port et à la Joliette

pour orienter les gens vers le plus vieux quartier de France, susciter des circuits, rue de la République - Passage de Lorette, par exemple, ou Joliette - Vieille Charité. Je ne sais pas pour quelles raisons mais cette signalétique est très longue à installer... Il n'est pas question de faire du Panier un musée mais si on analyse la destination des locaux commerciaux. on s'apercoit qu'il y a une grande majorité d'artisans et d'artistes. Il faut travailler à donner un cachet à l'ensemble du quartier. à en faire un lieu de promenade et de balades, à le rendre entièrement piétonnier. Et à booster sa réhabilitation. Les premières réhabilitations ont été engagées il y a 20 ans, il faudrait les reprendre aujourd'hui!

Marseille Plus : Un projet se dessine au cœur de la Belle de Mai, sur le site des anciennes casernes. Qu'en attendezvous ?

Lisette Narducci : La Belle de Mai est un secteur clé. Le secteur d'avenir de la ville de Marseille. Ce sera le territoire d'extension de l'hyper centre-ville dans 20 ans. L'agrandissement programmé du Pôle Médias, la réussite incontestable de la Friche et, demain, l'installation des Villages Clubs du Soleil dans l'ancienne maternité vont être des éléments déclencheurs du renouveau

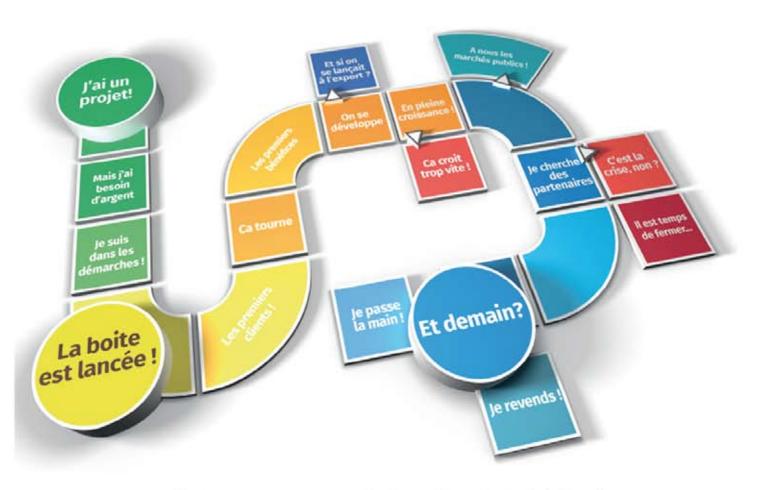
Le projet que mène la ville actuellement sur le site des anciennes casernes, 7 hectares en plein cœur du quartier de la Belle de Mai, sera l'élément phare de la transformation, qui va booster une nouvelle dynamique. Cela permettra de créer une nouvelle trame circulatoire pour faciliter les accès, de programmer des équipements de proximité indispensables, écoles, crèches, services publics et de moderniser l'habitat. Encore une fois, cela doit répondre en premier lieu aux intérêts des résidents, des habitants du quartier. J'y veillerai.

Propos recueillis par Michel Couartou



ENTREPRENEURS!

A toutes les étapes de la vie de votre entreprise...



...entreprendre, c'est savoir s'entourer et prendre le conseil là où il est le plus fiable et légitime.

Du financement à la transmission de votre entreprise, dans son développement

comme dans les moments plus délicats, les professionnels de l'expertise comptable sont à vos côtés

pour vous conseiller et vous aider à prendre les bonnes décisions.

Les professionnels de l'expertise comptable, partenaires de l'entrepreneur.



300 jours de soleil par an! C'est peutêtre là, l'un des atouts maîtres de la cité phocéenne qui attire de nombreux touristes l'été et tout au long de l'année. C'est d'ailleurs la deuxième destination du monde à visiter selon le classement établi par le New York Times en 2013! C'est l'an dernier que Marseille et la Provence ont été Capitale européenne de la Culture. Les faits le prouvent : Ce sont 10 millions de visiteurs qui ont participé aux événements pendant cette année phare. Son édifice emblématique, le MUCEM, conçu avec brio par l'architecte Rudy Ricciotti, a accueilli l'an dernier quelque 2,5 millions de visiteurs.

UN PROJET FÉDÉRATEUR

L'événement Marseille-Provence 2013 et le label de Capitale européenne de la Culture ont vu Marseille se métamorphoser, renouer avec l'excellence et entraîner dans ce sillage l'ensemble du territoire. Ces derniers mois, se sont implantés sur le nouveau boulevard du Littoral, outre le Mucem, la Villa Méditerranée, mitoyenne au Mucem, et, en face, le Musée Regards de Provence et, dans son prolongement, les Voûtes de la Major et, un peu plus loin.

les Terrasses du Port. Le Silo. Euromed Center et le Théâtre de La Joliette pour ne citer que quelques unes des réalisations majeures qui ont germé sur ce nouveau territoire. Aujourd'hui, en cours de réalisation, Euromed Center est un futur pôle tertiaire de services de proximité, doté de 50 000 m2 de bureaux et d'espace de loisirs dont le futur multiplexe de Luc Besson. Des activités commerciales, du logement, des bureaux sont ainsi implantées sur Euroméditerranée. La plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe du Sud. d'un investissement de 7 milliards d'euros, doit générer quelques 35 000 emplois et attirer 38 000 habitants supplémentaires. Ce bouillonnement, particulièrement visible sur ce nouveau quartier, s'est propagé à tout le territoire. Marseille-Provence 2013 aura été une exceptionnelle rampe de lancement: ce projet associant intelligemment culture et économie, doté d'une budget de 100 millions d'euros et soutenu par 660 millions d'euros d'investissements publics et privés, a fédéré 97 communes, vu s'épanouir 900 projets et événements artistiques et s'investir 220 entreprises.

UNE CONSÉCRATION INTERNATIONALE

Au fil du temps, cette véritable métamorphose urbaine de la cité phocéenne a été saluée par une série de récompenses internationales: Urbanism Award de la ville européenne 2014 décerné par l'Académie d'urbanisme de Londres, Prix de l'Aménagement urbain du Moniteur pour la rénovation du vieux-port en 2013 ou encore Mipim 2014 du meilleur hôtel rénové pour la mue étonnante de l'Hôtel-Dieu en palace cinq

étoiles. Aujourd'hui, le premier port de croisière français flirte avec le Top 5 en Méditerranée tandis que l'aéroport international Marseille-Provence, premier aérogare low cost d'Europe, accueille sur son tarmac près de 8,5 millions de voyageurs. C'est sur ce territoire attractif que les visiteurs ont pu savourer des mets délicieux dans des restaurants étoilés au Michelin dont le Petit Nice, triplement étoilé grâce à son chef Gérald Passedat. Ce magnifique territoire recèle de véritables joyaux comme le Parc National des Calanques et ses paysages baignés d'une lumière exceptionnelle qui séduisent les nombreux cinéastes puisque deux cent tournages sont effectués chaque année.

RÉVÉLER LE DYNAMISME

Pour donner à voir le vrai visage du territoire, l'un des plus dynamiques de France, les acteurs économiques d'Aix-Marseille se sont largement mobilisés. Rassemblés autour de Jacques Pfister, président de la CCI Marseille-Provence, Jean-Luc Chauvin, président de l'UPE 13 et Alain Lacroix, président du Club Top 20, neuf grands patrons et décideurs représentatifs des grandes filières d'excellence (numérique, aéronautique, maritime, santé, énergie, art de vivre et culture) ont souhaité témoigner de la vitalité économique et de la transformation engagée. «Aujourd'hui, plus que jamais, le jeu collectif est nécessaire pour participer de façon victorieuse à la compétition internationale des territoires», a souligné Jacques Pfister. Cette campagne représente un point de départ d'une démarche plus vaste associant l'ensemble des acteurs pour bâtir une stratégie de promotion du territoire.

Jean-Pierre Enaut









semble de centre commercial français sous un monument historique après le Carrousel du Louvre, les Voûtes de la Major, situées sous la cathédrale éponyme, sont un nouveau concept qui fera, avec de plus de 7200 m2 en plein cœur de Marseille, la part belle aux métiers de bouche. C'est fin juillet que ce site splendide a été ouvert au public.

L'histoire des voûtes est étroitement liée à l'histoire de Sainte Marie de la Majeure, la cathédrale de Marseille construite entre 1852 et 1893, sous la direction des architectes Léon Vaudover, Henri Espérandieu et Henri Antoine Revoil. La construction de cet édifice majeur du paysage marseillais de la fin du XXe siècle donna lieu à d'importants travaux de terrassement et de remblaiement qui permirent de gagner des terrains sur la mer à l'emplacement de l'anse de l'Ourse et de créer de nouveaux quais, tout en étayant l'esplanade sur laquelle allait prendre place la cathédrale. Fort

des de ces espaces avec celle de la cathédrale. Si les voûtes gardent leur vocation commerciale jusqu'au milieu des années 70, elles n'en connaissent pas moins de profonds bouleversements liés aux travaux réalisés dans ce secteur puis à la fin des années 70 sont fermées et leur accès est condamné.

UNE AUTHENTICITÉ RETROUVÉE

A partir des années 2000, dans le cadre d'Euroméditerranée, la ville reconquiert sa façade maritime. En 2002, la création d'un tunnel permet d'enfouir le flux



logiquement, la Ville décida de créer des entrepôts au flanc du promontoire servant de socle à la cathédrale, le long des quais. Les architectes Vaudoyer puis Espérandieu eurent à cœur de mettre en harmonie la façacontinu de la circulation qui asphyxiait le pourtour de la cathédrale et de lancer un projet de parvis piéton offrant une magnifique vue sur la rade. Les voûtes s'offrent alors au regard des Marseillais. La ville de Marseille qui en est propriétaire lance un appel à projet pour valoriser et consolider ce bâtiment historique exceptionnel et le faire vivre dans le cadre de la création du Boulevard du Littoral. Aujourd'hui, les voutes sont le point de passage obligé pour les piétons allant du panier jusqu'au Boulevard du Littoral et au J4 doté d'un parking de 750 places. Au cœur d'un nouveau quartier culturel, les voûtes vivent une nouvelle aventure en devenant un pôle de rencontre et de convivialité avec une vue imprenable sur la mer. Présentées comme une nouvelle agora de plus de 7200 m2, les Voutes de la Major sont un espace urbain original ou le passé côtoie fort intelligemment le futur. C'est en octobre 2012, que la CEPAC Caisse d'Epargne Provence Corse s'est portée acquéreur du projet aux côtés d'investisseurs privés régionaux. "Cette implication répond à notre volonté de participer au développement de l'attractivité de la Ville, a souligné Alain Lacroix, président du directoire de la CEPAC."

UN ESPACE STRUCTURÉ

Occupant un vaste quadrilatère entre la rue Marchetti, l'esplanade de la Major, la place de la Major et le boulevard du Littoral, le projet des Voûtes combine réhabilitation d'espaces historiques et création de nouveaux espaces commerciaux afin de créer un ensemble urbain cohérent. fonctionnel et esthétique avec ses places, ses commerces, ses escaliers, ses espaces verts et sa fontaine. L'ensemble propose plus de 7000 m2 de surfaces commerciales et plusieurs hectares d'espaces de vie et de rencontre. Au total, ce sont près de 40 espaces commerciaux répartis dans 20 voûtes dont certaines sont dotées de mezzanines et dont la restauration en l'état d'origine, notamment au niveau du décor en pierre de taille est suivie par José Paqua, architecte du Patrimoine. «Une extension, réalisée côté Sud, confère au projet sa dimension urbanistique puisqu'elle permet de créer à la fois une nouvelle place, la Place des Arts, de nouvelles circulations et de nouveaux espaces commerciaux en articulation avec les Voûtes historiques et en harmonie architecturale avec celle-ci pour une unité d'ensemble», précise Jean-Baptiste Piétri, l'un des deux architectes avec l'Atelier Lion. L'objectif est de faire de ce site, un espace singulier comme il n'en existe pas à Marseille, un lieu à la fois de détente, de shopping, de rencontres et de découverte où va s'inventer une nouvelle façon de flâner entre musées et quartier d'affaires.

J.P E



A l'orée de l'été, un nouvel équipement commercial, appelé «Les Terrasses du Port», a ouvert ses portes à Marseille. L'attractivité de centre, unique en Europe, est indéniable avec 61.000 m2 de surface de vente répartis sur 190 enseignes, boutiques et restaurants. Reportage exclusif.

Une décennie de gestation aura été nécessaire, plus de trois ans de chantier et un investissement global de 466 M€ pour voir émerger un projet inégalé dans la cité phocéenne : les Terrasses du Port. Ce vaste temple du Shopping défie tous les autres centres commerciaux du Sud de la France. Jugez plutôt! 190 boutiques réparties sur 61.000 m2 de surface totale dont 44.578 m2 de surface de vente pour 233 000 m2 de surface de plancher sur dix niveaux avec 100 000 m2 de murs. «Il s'agit du premier centre commercial développé ex-nihilo par Hammerson sur le territoire français». a confié Jean-Philippe Mouton, directeur général de la filiale française de ce groupe britannique qui a porté le projet. Pourtant le chemin fut loin d'être facile! Affaibli par la crise, le groupe hollandais Foruminvest avec l'architecte François Kern, victorieux de l'appel à projet lancé par le GPPM (Grand Port Maritime de Marseille), avait dû renoncer fin 2009. Récupérant le dossier, Hammerson avec. à ses côtés. l'architecte bordelais Michel Petuaud-Létang, ont réussi à mener à bien ce projet d'envergure en quatre ans et demi. Le délai apparait in fine fort raisonnable, en regard des difficultés sur deux autres projets majeurs, tout d'abord le centre Bleu Capelette dont les travaux viennent tout juste de

débuter, huit ans après le lancement par lcard et Sifer, et le centre commercial du Stade Vélodrome porté, quant à lui, par le groupe Dougly Hanson qui a été bloqué par un recours.

UN PROGRAMME AMBITIEUX

Au total, le chantier de construction piloté par le groupement d'entreprises du groupe Vinci (Campenon Bernard Sud-Est, les Travaux du Midi, Chantiers Moderne Sud, Botte Fondations et Dodin Campenon Bernard) aura représenté un montant de 267 M€. A cela, s'ajoutent les investissements des enseignes dans l'aménagement de leur point de

vente. L'une des enseignes phares, le Printemps a ainsi déboursé quelque 16 M€ dans la décoration et le design du magasin (6000 m2 sur deux niveaux), le premier ouvert en Province depuis celui de la Valentine en 1982 ! L'investissement est à la mesure de l'ambition de ce superbe programme. Hammerson envisage un chiffre d'affaires de 400 M€ pour un revenu locatif annuel de 30 M€ avec des valeurs locatives de 400 à 1400 €. Cette recette s'avère toutefois minorée par la redevance versée par le GPPM pour la iouissance du Domaine Public Maritime (16500 m2) que ce dernier met à disposition via une AOT (autorisation d'occupation temporaire). Ancré dans les quais du port, dans le prolongement





du nouveau Boulevard du Littoral avec ses musées et ses brasseries. le centre propose une promenade panoramique exceptionnelle de 260 mètres de long. en surplomb de la digue du port. Le toit de ce bâtiment qui ressemble à un vaisseau est occupé par une seconde terrasse panoramique dédiée à l'événementiel en fin de semaine. L'inauguration des Terrasses du Port, orchestrée avec brio par l'agence Carocom, sous l'égide de Carole Lains avec, à ses côtés, Chloé Costopoloulos et son équipe, a donné lieu à une soirée exceptionnelle en présence des personnalités les plus prestigieuses de la cité phocéenne. L'objectif était de présenter à un aréopage de décideurs économiques cet équipement comprenant pas moins de 190 enseignes dont 28 jamais implantées dans la cité phocéenne. «Les 190 enseignes, boutiques et restaurants, sont à 60% nationales, 30% internationales et 10% locales», a précisé Sandra Chalinet, directrice des Terrasses du Port qui a précédemment assuré la direction du Centre Bonneveine avec un franc succès. Les enseignes ont choisi de s'implanter dans la cité phocéenne car il s'agit pour elles d'une stratégie de positionnement affirmée et d'enjeux considérables pour les chaînes. Pour Jean-Philippe Mouton, promoteur et gestionnaire, la segmentation est très claire: «l'alimentaire

et l'électronique au premier niveau, les derniers concepts de mass market au R+1 et les offres prémium au R+2».

UN LIEU DE VIE

Au départ, ce sont trois locomotives qui se sont implantées Décathlon (2200 m2) Monoprix (2900 m2) et surtout le Printemps (6000 m2 sur deux niveaux), le premier d'ailleurs à signer. Pour autant, le Printemps n'avait pas ouvert de ma-

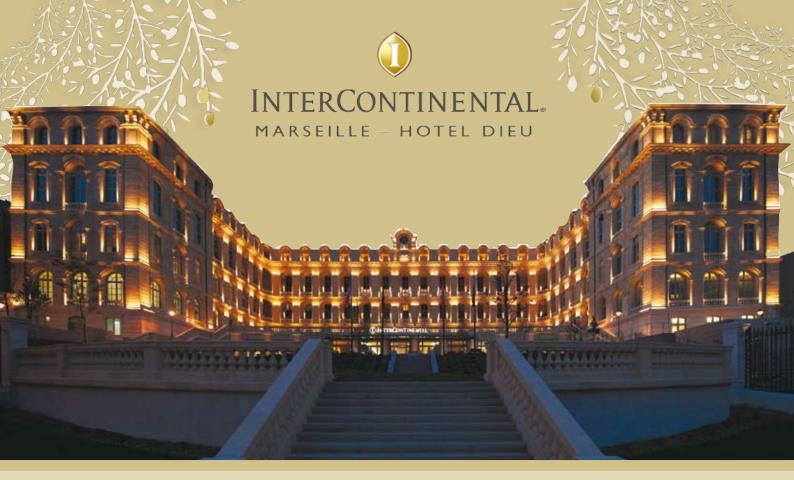
Dupont, directeur réseau et développement du Printemps. Derrière ces trois locomotives, plusieurs wagons attractifs ont également fait ce choix. Ce sont en particulier les nouvelles enseignes Koumis Tea, Nao Do Brasil, Pylones, Citadium, Du bruit dans la cuisine, Superdry Store ou encore Uniglo, l'enseigne japonaise branchée et à bas prix qui désire conquérir le Sud de la France. Le centre souhaite également devenir un lieu de vie : « Nous proposons différents services comme une garderie de 70 m2 et 20 m2 en terrasse pour deux heures». a confié Sandra Chalinet. Pour attirer un large public, le centre compte naturellement sur ses enseignes à forte notoriété pour les jeunes. Il mise également sur une large offre de restaurants attractifs avec notamment la venue attendue de Dalloyau, très prisé auprès des cadres, et, surtout, sur sa fameuse terrasse de 260 Mètres de long et dix mètres de large. De plus, les entreprises ou les collectivités pourront également disposer de cette terrasse pour des animations événementielles. «Nous allons créer des parcours de roller et de trottinettes,



gasin depuis trente ans, le dernier étant curieusement celui de la Valentine. «Une étude sur Marseille avait donné une appétence plus importante que la moyenne sur trois secteurs (mode, luxe et beauté) de la stratégie adoptée par l'enseigne», a confié François-Xavier des baptêmes de plongée en piscine ainsi que des murs d'escalade», explique Nicolas Cabaret, directeur régional de Décathlon, l'enseigne d'articles de sport.

Jean-Pierre Enaut





L'INTERCONTINENTAL MARSEILLE - HOTEL DIEU VOUS RÉSERVE DE BELLES SURPRISES POUR LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE!







POUR TOUTE INFORMATION

Brasserie Les Fenêtres : +33 (0) 4 13 42 42 40 Bar Le Capian: +33 (0) 4 13 42 42 34 Restaurant Alcyone: +33 (0) 4 13 42 43 43

InterContinental Marseille - Hotel Dieu
1, place Daviel - 13002 Marseille - FRANCE
marseille.intercontinental.com







La laïcité, une formidable liberté

Organisée à la Maison de la Région par Gérard Perrier, Président de l'Université Populaire et Républicaine, cette rencontre a bénéficié du soutien enthousiaste de Michel Vauzelle. Dans une période de crise économique et sociale profonde, la laïcité « rendue fragile par la stigmatisation », selon le Président de Région, a besoin de pédagogues pour en souligner les vertus. Jean-Louis Bianco est convaincu de l'absolue nécessité de faire connaître la laïcité, la promouvoir et la défendre : « La France n'a jamais été aussi diverse

En mai dernier, l'Observatoire national de la Laïcité publiait son premier rapport annuel *: l'occasion d'une rencontre passionnante avec Jean-Louis Bianco. L'ancien secrétaire général de l'Elysée, qui fût également ministre, député et maire de Digne est aujourd'hui le président de cet organisme pluri-partisan et indépendant dont la fonction est de réunir des données sur la laïcité et d'émettre des avis permettant d'éclairer les pouvoirs publics.

qu'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle elle n'a jamais eu autant besoin de la laïcité afin de garantir à tous les citoyens de vivre ensemble dans le respect de leur liberté de conscience, de conviction religieuse, agnostique ou athée, dans l'égalité des droits et des devoirs. La laïcité est le ciment d'une fraternité citoyenne. »

Au sein de l'école, la loi qui fut érigée en 1905 pour la séparation de l'église et de

l'état « protège les élèves de tout prosélytisme et de toute pression qui pourrait les empêcher de faire leur propre choix », souligne Jean-Louis-Bianco. Mais cette singularité française est également « quelque chose de vivant, ce n'est pas un texte gravé dans le marbre ». Aujourd'hui, la ques-



tion de la laïcité touche bien plus que l'école, « c'est une formidable liberté » qui concerne la vie quotidienne dans tous les espaces privés et publics, la ville, la rue. Depuis fin 2013, l'Observatoire de la Laïcité a publié trois guides dirigés vers les collectivités locales, les entreprises et les structures socio-éducatives, permettant à chacune de ces instances d'avoir des repères communs.



Jean-Louis Bianco, Michel Vauzelle, Gérard Perrier

« LE DIALOGUE FONCTIONNE TRÈS BIEN »

In situ, les observations se veulent rassurantes : le dialoque, condition fondamentale du vivre ensemble, permet de régler les situations les plus délicates. « Là où les médias ne retiennent que ce qui est conflictuel et frappant, il y a pourtant beaucoup moins de difficultés et de cas graves que ce que l'on pourrait imaginer », constate Jean-Louis Bianco. Pour étayer cette affirmation positive, il cite la loi de 2004 sur les signes ostensibles d'appartenance : « concernant le port du foulard à l'école nous avons interrogé deux fois l'éducation nationale : il n'y a eu aucun contentieux, simplement une trentaine de cas qui se sont réglés par le dialogue ». Alors, beaucoup de bruit pour rien ? Parmi les faits particulièrement médiatisés : les refus de soins et comportements agressifs dans les hôpitaux lorsque les médecins sont de sexe opposé à leurs patient(e)s. « Il y a moins de cas d'année en année », affirme Jean-Louis Bianco.

En ce qui concerne le domaine privé des entreprises, « on est un peu perdu ». De nouveaux questionnements apparaissent, notamment sur l'intérêt d'instaurer des jours de repos pour les fêtes juives ou musulmanes. Certaines entreprises ont établi des chartes et les problèmes sont assez peu nombreux. En restauration collective, doit-on servir des repas hallal ou casher pour éviter toute discrimination, ou doit-on, au contraire ne pas le faire, car cela ne serait pas laïque? La réponse est peut-être toute simple : « varions les menus », prône Jean-Louis Bianco. Il suffit d'offrir un large choix permettant de traiter les demandes confessionnelles parmi d'autres demandes, comme celles, par exemple, des personnes végétariennes ou allergiques. Alors, un principe se dégage : «il faut savoir apporter une réponse non religieuse aux problèmes d'ordre confessionnel ».

^{*} Ce rapport est en ligne: www.laicite.gouv.fr





La laicité, tradition moderne de notre République

Les différentes approches de la laïcité qui cohabitent dans notre pays sont trop souvent source d'ambiguïté, voire de malentendu, comme nous avons pu le constater lors de la polémique sur le voile islamique, qui a duré de 1989 jusqu'au vote de la loi du 15 mars 2004, avec l'organisation sociale de la pratique religieuse.



Le flou juridique en matière de laïcité, doublé de l'indécision politique, a favorisé au sein de nombreuses institutions publiques et privées des « accommodements », mal vécus par une grande partie des professionnels et des usagers. Si on a le droit de manifester des opinions anti-laïques, on n'a aucunement le droit de transgresser les lois laïques votées par le Parlement... La laïcité n'est pas un dogme! En effet, la séparation de l'Eglise et de l'Etat est l'un des éléments déterminants qui ont forgé l'histoire de la République française. La laïcité autorise et garantit l'exercice de la religion pour tous et pour chacun, tout en protégeant les religions minoritaires contre le risque d'oppression de la religion majoritaire. Elle a un contenu moral positif: la fraternité.

La laïcité refuse les aspects politiques des religions et laisse à ces dernières toute liberté dans la vie sociale sous le régime de droit commun : c'est un dispositif politique destiné à asseoir davantage la souveraineté politique puisqu'elle a pour origine le difficile compromis entre le catholicisme historique et l'Etat républicain. Pourtant, la laïcité, comme principe politique, code de vie collective et force morale, est remise en question

par divers mouvances et groupes religieux qui rejettent « la démocratie des mécréants », la suprématie du droit civil sur les textes, à leurs yeux sacrés. A l'heure de la montée des extrêmes et des communautarismes, face à ces confusions, ce sont aujourd'hui bien souvent les décisions prises par des acteurs de la société civile qui ont d'abord montré courageusement la voie à suivre, à l'instar de la crèche Baby-Loup comme pour l'entreprise Paprec, en Seine-Saint-Denis, qui s'est dotée d'une charte de la laïcité, acceptée à l'unanimité des 800 représentants de ses 4.000 salariés, pour imposer un devoir de neutralité sur le lieu de travail où coexistent des employés de 52 nationalités.

BIEN VIVRE ENSEMBLE

Deux décisions de justice ont été rendues récemment par la Cour de cassation puis par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, pour garantir ce « bien vivre ensemble ». La Cour Européenne des Droits de l'Homme a débouté le recours d'une jeune Française de confession musulmane dénonçant la loi du 11 octobre 2010 qui interdisait la dissimulation du visage dans l'espace public : « La préservation des conditions du vivre ensemble » est « un objectif légitime » des autorités françaises. Se disant « consciente que l'interdiction contestée pèse essentiellement sur une partie des femmes musulmanes », la Cour a jugé que cette loi « n'est pas explicitement fondée sur la connotation religieuse des vêtements mais sur le seul fait qu'ils dissimulent le visage » dans l'espace public, par quelque moyen que ce soit. Quelques jours plus tôt, la Cour de cassation avait, le 25 juin 2014, dans le dossier « Baby Loup » - concernant le respect de la laïcité à l'intérieur d'établissements à caractère public - confirmé le licenciement d'une salariée voilée en considérant que : « (...) le principe de la liberté de conscience et de religion de chacun des membres du personnel ne peut faire obstacle au respect des



principes de laïcité et de neutralité qui s'appliquent dans l'exercice de l'ensemble des activités », estimant qu'une telle restriction à la liberté de manifester sa religion ne présentait en aucun cas un caractère général mais était suffisamment précise, justifiée par la nature des tâches accomplies et proportionnée au but recherché. Il appartient désormais à nos élus de faire respecter la laïcité qui est le ciment de notre République moderne. Davantage qu'une simple tolérance préservatrice de certains excès qui empêcheraient les citoyens de vivre, chacun selon ses convictions privées, dans une même communauté, la laïcité fonctionne désormais comme un réseau de valeurs qui tissent le lien civique et social et enrichissent la relation des citoyens entre eux, tant au niveau des droits que des devoirs.

Me Julien Ayoun



Laique et citoyen

Président du Parti Radical de Gauche, Michel Dary est devenu, par le jeu des alliances aux dernières municipales, adjoint au Maire de Marseille, délégué au Service Civique Municipal, à l'Observatoire de la Laïcité et à la Lutte contre les discriminations. Entretien avec un Républicain convaincu.



Marseille Plus le Mag : Votre délégation est toute neuve?

Michel Dary: C'est en effet le cas. Marseille sera l'une des premières villes de France -et vraisemblablement l'une des rares- à avoir créé une telle délégation. Je l'ai acceptée car elle cadre parfaitement avec les valeurs du PRG: la laïcité est inscrite dans la Constitution. La France est une République laïque, et pour faire simple, cela signifie que la collectivité, l'État, tout ce qui est public doit rester indépendant de quelque groupe de pression que ce soit. Pas uniquement vis à vis de la religion, mais aussi de la finance, par exemple, ou de tout ce qui peut contrarier la vocation publique.

Marseille + : Par quoi allez-vous commencer ?

M.D: Tout est à organiser. J'ai commencé par ce qui me semblait le plus urgent : le service civique. Le civisme fait souvent défaut aujourd'hui, et le gouvernement espère faciliter l'accès des jeunes au volontariat. La Ville de Marseille souhaite s'engager dans le processus, avec l'ambition de devenir l'exemple national dans ce domaine. Notre objectif est d'atteindre le chiffre symbolique de 1000 volontaires au terme de la mandature. Une équipe va être constituée, qui définira des missions, par secteur d'activité: culture, sport, environnement,

handicap, etc... Puis il s'agira de trouver des tuteurs, et enfin de sélectionner les candidats.

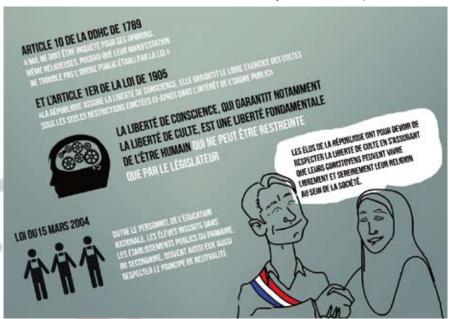
Marseille + : Qu'en est-il de l'Observatoire de la Laïcité ?

M.D: Est-ce qu'on crée un tel Observatoire sans être soi-même exemplaire? Nous ne sommes pas des juges, mais nous pouvons donner l'exemple. Je rencontre de nombreuses associations concernées par la question de la laïcité, et nous allons réunir l'équivalent d'un « Conseil des Sages », qui pourrait rassembler les diversités et émettre des

certains sont prêts à rejoindre le Front National... Il ne faut pas démissionner face à cela. En ce qui concerne la discrimination raciale, c'est la haute autorité qui est habilitée à constater, instruire et transmettre à la justice. Mais tout ce qui concerne la vie courante, les questions de logement, par exemple, nous devons pouvoir le traiter nous-même.

Marseille + : Qu'espérez-vous pour Marseille ?

M.D: En période électorale, on s'écharpe quel que soit le bord, mais ensuite les citoyens attendent que l'on se mette



avis frappés au coin du bon sens. Dans les Mairies Radicales, c'est courant ; nous cernerons rapidement les secteurs dans lesquels les choses peuvent évoluer pour être améliorées.

Marseille + : Quant à la lutte contre les discriminations ?

M.D: Heureusement que nous avons un tissus associatif de très grande qualité, faisant des propositions très raisonnables, exemptes de rancoeur. Souvent les gens sont désabusés par la politique, ils sont allés à droite, puis à gauche, autour d'une table pour résoudre les problèmes. Il n'y a pas de fil barbelé entre une partie de la ville à droite, l'autre à gauche. Nous gagnerions tous à être plus tolérants. Si on ne le fait pas tous ensemble, on n'y arrivera pas.

Propos recueillis par Gaëlle Cloarec





«Symbole d'émancipation et de liberté, la laïcité est à présent instrumentalisée»

Virginie Martin est politologue, docteure en Sciences politiques et présidente du Think Tank Different créé en 2012 aux côtés notamment de Thomas Hollande. Spécialiste des questions sur la démocratie dans les organisations, les problématiques liées au genre, les religions et la laïcité, elle est également l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Front National. Marseille Plus le Mag l'a questionné sur sa vision de la laïcité.

Marseille Plus le Mag: Dans le cadre de vos recherches sur le vote FN et ses origines, vous avez conclu que le modèle d'intégration à la française ne fonctionnait plus. Vous proposez de créer du « commun » grâce notamment à un programme national citoyen de 6 mois et le respect d'une laïcité, plus ouverte, plus respectueuse de la pluralité religieuse française. Que pensez-vous du principe de laïcité tel qu'il est actuellement utilisé?

Virginie Martin: On voudrait que le modèle d'intégration hérité des années 70-80 fonctionne encore dans un monde qui a beaucoup évolué. Or, ce concept d'intégration qui demande aux gens de faire allégeance ne peut plus fonctionner. Aujourd'hui, on peut avoir des identités multiples, migrer dans un pays et rester connecté avec son pays d'origine tout au long de la journée grâce à internet et aux médias. Nous sommes dans un monde ouvert et l'intégration ne se fera jamais plus comme avant.

Du coup, la loi de 1905 telle qu'elle était pensée à l'époque s'est rigidifiée. A présent, elle vient dire « pas de religion dans l'espace public », comme si la question

Site du Think Tank Different : www.thinktankdifferent.com

religieuse était hors de propos. Comme l'explique Jean Bauberot, spécialiste de la laïcité, la loi sur la laïcité était, à sa création, ouverte. Aujourd'hui, il s'agit d'une laïcité excluante. Et, plus cela ti-



raille du côté des religieux extrémistes sur la scène internationale, plus la laïcité devient rigide. Si une femme est voilée, elle ne peut pas accompagner des élèves lors de sorties d'école. Jusqu'où va-t-on aller? D'un côté, je comprends que cette laïcité-là soit utilisée pour la neutralité de l'espace public... Mais en même temps, on prétexte de la laïcité pour éviter kippour. Notez que la France est un des derniers pays à fonctionner de la sorte! Nos voisins britanniques et hollandais ne sont pas du tout chagrins face aux marqueurs culturels et religieux comme le sikh, le voile...

Marseille + : Selon la note de l'Institut Montaigne intitulée « faire vivre la promesse laïque », « la laïcité est connotée de façon positive par 81% des français, mais cette valeur reste mal comprise par ses citoyens et est au centre d'une crispation identitaire, qui se manifeste en particulier à l'égard de l'islam. » Qu'en pensez-vous ?

Virginie Martin: Selon moi, le principe de la laïcité est une interprétation sans fin, tout dépend que ce que l'on souhaite y mettre dedans. Pour moi, elle est devenue excluante. Elle a d'ailleurs été largement récupérée par Marine Le pen. Autrefois, symbole d'émancipation et de liberté, elle est aujourd'hui instrumentalisée par le FN. Le concept a donc muté. En réalité, il existe en France deux problèmes : le premier est le problème de la politique sur l'islam. Dès qu'il y a un marqueur musulman, il y a soupçon de radicalité derrière. Les médias et les partis politiques, FN, UMP, dont Nicolas Sarkozy et une partie de la gauche ont réussi à imprégner les esprits. Et les extrémismes constatés sur la scène internationale ne nous aident pas à pacifier cette affaire. Le raisonnement tourne dans le mauvais sens. C'est pourtant cette spirale que l'on doit casser!

Le deuxième problème est celui du féminisme. Le féminisme occidental se voit comme le seul féminisme au monde et rejette la femme voilée car elle représente un modèle de soumission. Les féministes occidentales parlent à leur place. Lors de mes entretiens, j'ai rencontré de nombreuses femmes voilées pour qui c'est un choix réel. On a beau jeu de les stigmatiser! Aujourd'hui, la France se crispe face à toutes ces identités multiples et refuse de devenir transculturelle.

Sandrine Lopez

VIE DES QUARTIERS

CIQ: le renouveau dans la continuité

Avant l'été, le Conseil d'Administration de la Confédération Générale des CIQ de Marseille et des communes environnantes a été renouvelé. C'est l'occasion de revenir sur ce que sont les CIQ,

leur fonctionnement et leur rôle dans la cité.



Les comités d'intérêt de quartier sont nés il y a fort longtemps, certains existaient même avant que la Loi 1901 ne régisse le statut des associations. Selon Jean-Marc Chapus, nouveau président de la Confédération Générale des CIQ, "il s'agit d'une spécialité marseillaise. Il y en existe aussi dans les Bouches-du-Rhône, vers Istres, Aix, Salon et également dans le Var, mais ailleurs en France on n'en trouve pas, du moins pas sous cette forme." On sait l'importance de la vie de quartier dans une ville aussi populaire que Marseille, aussi les CIQ ont-ils été créés à l'initiative d'habitants, déterminés à se regrouper pour porter une parole collective sur le mieux-vivre ensemble. Leur mission traditionnelle est de défendre l'intérêt général à l'échelle de leur quartier, en matière de logement, transports, ou sécurité, pour améliorer la qualité de vie. Leurs membres, bénévoles, sont à l'interface entre les habitants et les institutions, avec un objectif primordial : fournir à ces dernières une information de terrain précise, de manière à ce qu'elle soit prise en compte par les décisionnaires lors des délibérations. Jean-Marc Chapus le reconnaît, "Nous sommes écoutés par

les élus... pas toujours entendus. Mais, de plus en plus, on nous demande notre avis en amont."

La Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier

est reconnue d'utilité publique, ce qui lui donne une assise indéniable, mais elle doit veiller à rester strictement apolitique, pour ne pas prêter le flanc aux critiques. "Son règlement intérieur spécifie que les personnes ayant été élues -ou même ayant simplement été inscrites sur une liste électorale- ne peuvent plus participer au Conseil d'Administration pendant une période de deux ans." Les aides des collectivités restent limitées : les locaux de la Confédération, boulevard Garibaldi, sont mis à sa disposition par la Ville de Marseille, qui prend éga-

lement en charge ses frais de fonctionnement, et le salaire de la secrétaire. Les CIQ travaillent également en rapport étroit avec le CG13 et la Communauté Urbaine, interlocuteurs indispensables dans de nombreux aspects de la vie quotidienne, avant que la Métropole ne vienne rebattre les cartes. Lorsqu'on lui demande quelles sont les principales orientations qu'il souhaite donner à la Confédération pendant son mandat de trois ans, le nouveau président évoque

Les CIQ en quelques chiffres :

Marseille compte 165 CIQ, réunis en 16 Fédérations (une par arrondissement). Les communes environnantes comprennent 75 CIQ, répartis en 2 Fédérations (Est et Ouest).

le fait d'aller à la rencontre des autres communes. "J'ai l'intention de dépasser la vieille rivalité entre Aix et Marseille. Je ferai tout pour rapprocher les CIQ, car chaque quartier a sa problématique spécifique, mais nous nous rencontrons tous sur des sujets transversaux".

L'année 2014 a été en tous cas l'occasion de fêter dignement un anniversaire mémorable : les 90 ans de la Confédération des CIQ!

Gaëlle Cloarec

Trois questions à Monique Cordier, ancienne présidente de la Confédération des CIQ est à présent adjointe au Maire de Marseille, déléguée aux Espaces Naturels, Parcs et Jardins.

Marseille + : Votre expérience au sein des CIQ vous est-elle utile, dans vos nouvelles fonctions?

Tout à fait. Grâce aux CIQ je connaissais le terrain en profondeur, ce qui est très précieux, et permet d'avancer plus vite sur certains dossiers.

Marseille + : Qu'allez-vous mettre en oeuvre, dans les mois à venir ?

Je vais me consacrer à l'embellissement de Marseille, en menant des actions sur les espaces verts, notamment dans les endroits délaissés. On peut agir, même en milieu très urbanisé. J'ai l'intention d'organiser plus de jardins partagés, et familiaux. Je suis attentive aux initiatives qui existent dans d'autres villes.

Marseille + : Certaines rues ont été végétalisées, y êtes-vous favorable ?

C'est une opération délicate. J'apprécie l'appropriation par les citoyens de leur espace, mais dans un certain cadre, qui doit respecter la circulation piétonne, laisser la voie libre aux poussettes, aux handicapés... J'aime la spontanéité, mais il ne faut pas que l'on pense que l'on peut faire n'importe quoi.

Propos recueillis par Gaëlle Cloarec



VIE DES QUARTIERS

Solidaires, pas solitaires

La vie associative est très importante à Marseille, comme en témoigne la vitalité de la Cité des Associations située en plein cœur de la ville.



Séréna Zouaghi, conseillère municipale, déléguée à la vie associative

Au 93, La Canebière, les 750 structures Loi 1901 adhérentes de la Cité des Associations trouvent salles de réunion, reprographie et domiciliation administrative, tandis que leurs membres animent de nombreux ateliers, rencontres à thèmes, conférences, formations et journées info-conseils, ou encore des permanences juridiques... Cette année, un 4ème étage a été ouvert, destiné à accueillir un Pôle Ressources avec un fonds documentaire régulièrement mis à jour. Le bâtiment mis à disposition par la Mairie reçoit chaque année près de 100 000 visiteurs, une « très bonne fréquentation » selon Serena Zouaghi, déléguée à la Vie associative et au Bénévolat. « La cheville ouvrière des associations, ce sont les bénévoles. Il ne faut pas voir cela comme du travail gratuit, mais plutôt comme un partage de son temps et de ses connaissances, l'occasion de se rencontrer, de sortir de chez soi ». L'objectif de l'élue est donc de promouvoir les activités extrêmement variées des associations marseillaises, tant dans le domaine de la culture que dans les secteurs de l'environnement, la vie quotidienne, le soutien scolaire ou encore le sport, pour les faire connaître du public, et pourquoi pas leur donner envie de les faire vivre.

DES RENDEZ-VOUS RÉGULIERS

Au printemps 2014, la Canebière a accueilli la sixième Bourse au Bénévolat et le Salon de l'information associative. Au mois de septembre, c'est sur les pelouses du parc Borély que les associations se rassemblent, lors du festival Vivacité, pour présenter leurs activités aux Marseillais, nouer des partenariats, recueillir des adhésions, ou prendre contact avec de futurs membres actifs. Chaque hiver sont également organisées les Journées du bénévolat. Serena Zouaghi en est particulièrement fière : « Il y a trois ans, des citoyens marocains sont venus de Marrakech à cette occasion, et ils se sont inspirés de la Cité des Association marseillaise pour créer la leur ». En 2011, a été mis en place dans le cadre de l'année du bénévolat un programme « Bénévoles en herbe, formateurs en herbe », basé sur la réciprocité : de jeunes lycéens découvrent les richesses de la vie associative, et en retour ils forment des responsables associatifs à l'informatique... un échange de bons procédés qui a remporté un franc succès, et qui a été reconduit depuis!

UNE ACTION CONCRÈTE

France Bénévolat est un organisme destiné à orienter les bénévoles et accompagner les projets associatifs. La structure nationale a mis en place en 2008 un Passeport Bénévoles, qui atteste de l'expérience acquise au sein des associations. Pour André Goncalvès, président de France Bénévolat Marseille.

« aujourd'hui, l'engagement citoyen est un plus, à diplôme équivalent. Le Passeport est un outil pour les jeunes qui se constituent un CV, les femmes qui reprennent une activité professionnelle après une maternité, ou les personnes qui constituent un dossier de VAE. » Soutenu par



le Haut Commissariat à la Jeunesse et par la Caisse des Dépôts et Consignations, ce livret permet de mieux définir les missions des bénévoles, et de valoriser leurs compétences précieuses. Il vise également à « resserrer les liens entre les associations et leurs membres actifs, par la reconnaissance de leur savoir-faire et de leur action ».

France Bénévolat Marseille tient une permanence tous les mardis à la Cité des Associations. D'autres centres existent à Aix-en-Provence et Nice, avec des antennes à Aubagne, Manosque, Pertuis et Avignon.

Gaëlle Cloarec

Le bénévolat en quelques chiffres (source : 2012 Edith Archambault —Viviane Tchernonog Centre d'Economie de la Sorbonne CNRS-Université de Paris 1) :

Il y aurait en France 1,3 millions d'associations actives, et chaque année s'en créent 65 000 nouvelles. 80 % d'entre elles n'ont pas de salariés. Un tiers des français exercent une activité bénévole, près de la moitié adhèrent à une association. Le budget cumulé des associations actives est de 70 milliards d'euros, soit environ 3,5 % du PIB, et la croissance en volume du bénévolat est de l'ordre de 4 % par an.

Une équipe rajeunie pour redynamiser le 3e secteur

Josépha Colin a 30 ans. Adjointe au maire des 4e / 5e arrondissements de Marseille déléguée à l'Action Familiale, aux droits des Femmes, à Accueil des nouveaux Arrivants et à la Promotion du secteur.

Rien ne la prédestinait à faire de la politique. Et encore moins à devenir élue à la Mairie des 4e et 5e arrondissements



de Marseille. Investie dans le milieu associatif, Josépha Colin, 30 ans, maîtrise parfaitement son nouveau rôle d'élue de la Nation. Jeune femme pétillante, dynamique et de caractère elle s'est imposée comme une évidence pour Bruno Gilles, sénateur-maire du 3e secteur. Leurs premières rencontres se sont faites dans le cadre de son investissement associatif. « Lors de la création de notre école de danse dans le 4e arrondissement, nous avons souhaité nous présenter au Maire de secteur, Bruno Gilles, qui nous a toujours soutenu depuis. Je pense que ma façon d'être et mon parcours professionnel atypique lui ont plu».

NE PAS SE REPOSER SUR SES LAURIERS

Incontestablement, puisque trois mois avant les élections municipales de 2014, Bruno Gilles la sollicite pour faire partie de sa liste municipale. « Une fierté », confie la jeune marseillaise. Sortie victorieuse de cette campagne qu'elle a « adorée mener aux côtés des autres colistiers», Josépha Colin se voit confier une délégation qui lui colle à la peau : action familiale et droit des femmes -Accueil des nouveaux arrivants - Promotion des 4e et 5e arrondissements. De nature communicante, la jeune élue prend très à cœur son rôle. « Nous avons été élus pour remplir les devoirs du mandat que nous ont confié les électeurs pendant 6 ans. Et nous ne comptons pas nous reposer sur nos lauriers », lance-t-elle tout de go. Josépha Colin est à l'image de cette nouvelle équipe municipale du 3e secteur, jeune et foisonnant de projets. « Les 4e et 5e avaient la réputation depuis de nombreuses années d'être les arrondissements les plus âgées de Marseille mais ce n'est plus vrai, beaucoup de familles et de jeunes

couples s'installent dans notre secteur chaque mois. Le sénateur-maire a donc pris acte de cette nouvelle donne et a rajeuni son équipe », souligne-t-elle.

DES PROJETS À FOISON

Très investis dans la vie des guartiers, les élus essaient d'être proactifs pour proposer aux habitants une meilleure qualité de vie et dynamiser le secteur par des animations culturelles ou festives. « Cet été, ont eu lieu des manifestations inédites comme les apéros du kiosque, l'élection de Miss Marseille des 4e et 5e lors des Estivales de Longchamp, concoctées par notre 1er adjoint ou encore le Festival du Jazz qui connait un franc succès depuis plusieurs années. A l'automne nous avons également mis en place le premier brunch des familles qui sera reconduit en 2015 avec quelques surprises ,énumère Josépha Colin.

Et de nombreux projets à venir sont dans les tuyaux comme la création d'un Festival du livre ou d'un Marché des producteurs.

« Nous sommes une équipe soudée dans laquelle les élus précédemment en place ont accueilli à bras ouverts les nouveaux.» Et ce nouveau souffle ne s'arrête pas aux élus mais aussi à ceux qui font la vie d'un secteur : les commerçants.

UN NOUVEAU SOUFFLE AVEC LA FÉDÉRATION DES COMMERÇANTS

Pour preuve, la création en juin dernier de la Fédération des commerçants. Sous l'impulsion du Sénateur-maire Bruno Gilles, les commercants du 4e et 5e arrondissement de Marseille ont constitué une Fédération avant pour « vocation de regrouper l'ensemble des associations de commercants du secteur dans le but de leur apporter des outils de développement », explique Audrey Lucchinacci, présidente de la Fédération et gérante d'un salon de coiffure. L'originalité de cette Fédération est d'avoir intégré volontairement les Comités d'Intérêts de Quartiers (CIQ) dans la réflexion. « Les CIQ ont été heureux d'avoir été sollicités », ajoute-t-elle. La Fédération regroupe donc les six associations de commerçants.

L'APPLI CITYPRIX

Pour commencer et redynamiser le chiffre d'affaires, plus d'une trentaine de commerçants a tenté l'expérience City Prix. Véritable vitrine virtuelle adaptée aux « petits commerçants », le site «www.mesboutiquesenville» et son application Smartphone Cityprix ont été testés durant 1 mois ce nouveau concept qui a rencontré un véritable succès.



« Nous allons donc l'élargir à tous les adhérents et nous leur faisons bénéficier de la gratuite du service, négociée par la Fédération se réjouit la présidente. Outre, deux ou trois manifestations phares, la Fédération des commerçants du 4e et 5e n'aura pas vocation à gérer l'animation, « chaque association gardera cette prérogative. Nous allons juste à leur insuffler cette dynamique avec deux ou trois actions communes », souligne la présidente. Un lancement officiel aura lieu en février.



LE JACKPOT DANS LA MATINALE GAGNEZ JUSQU'A 1000 CASH

TOUTE L'INFO MARSEILLE AVEC DES INVITES, DES EXCLUS, VOS REACTIONS

LA STARBANK AVEC DES VOYAGES, DES WEEK-ENDS, DES TABLETTES



Marseille : 92.3 FM Toulon : 90.2 FM Vaucluse : 87.8 FM Zone de Nice : 92.4 F

Manosque: 93.7 Digne-les-Bains: 100.3 Sisteron: 100.2



Lors des dernières élections municipales. Dominique Tian et Sabine Bernasconi ont conquis les électeurs des 1er et 7e arrondissements de Marseille. Un challenge remporté haut la main par cette équipe solide, munie d'un programme bien pensé et constructif pour le centreville de Marseille. «Quand Dominique Tian a décidé de sortir sa liste du 6 / 8 où nous étions en place depuis de nombreuses années, c'était pour se présenter face à l'équipe sortante de Patrick Menucci et de me proposer la direction de la mairie du premier secteur.». explique Sabine Bernasconi. Cette tacticienne de talent -elle est titulaire d'une maîtrise en Politiques Sociales et Développement local - connait le potentiel et les attentes de ces quartiers. Dans son bureau figure la carte du 1er secteur qui trône face à son bureau, comme pour ne pas oublier ses objectifs. Car des obiectifs. Sabine Bernasconi n'en manque pas! «Dès notre arrivée, nous avons pris à bras le corps le problème de la sécurité et de la salubrité sur le secteur de Noailles. Nous avons passé un contrat local de sécurité territorial. Le premier de France. lance-t-elle fièrement. Nous avons à faire un vrai travail de fond car nous savons que les habitants du guartier sont en attente de changement mais pas seulement.»

ASSOCIÉE AVEC LES CIQ

En l'espèce, tous les acteurs des services de police, de la propreté, des URSSAF, de la voirie et les élus se réunissent une fois par mois lors d'une réu-

nion de sécurité et une fois par semaine se déroule une intervention globale et coordonnée de l'ensemble des acteurs. Elle en est convaincu « la proximité avec ces différents acteurs débouche sur une meilleure efficacité sur le terrain. Il en est de même sur les questions de propreté. «Nous avons un territoire parfois difficile d'accès pour les services de la propreté.



Nous avons donc passé un contrat local avec la Communauté Urbaine de Marseille qui a défini quelles étaient les priorités sur le secteur, nous avons associé les CIQ et une cellule technique a été créée à la disposition des habitants et des CIQ afin de recenser les différents problèmes qui demandent des actions spécifiques et ponctuelles». Parce que l'emploi est son secteur de prédilection, Sabine Bernasconi ne pouvait pas oc-

culter les difficultés des demandeurs d'emploi. «De nombreuses personnes viennent en mairie demander un travail parce qu'elles ne savent pas qu'elles ont accès à des dispositifs facilitant l'accès à l'emploi, souligne l'édile. Nous devenons des prescripteurs car dans le 1er arrondissement, nous sommes confrontés à un public en difficulté.»

DEUX SECTEURS, DEUX PROBLÉMATIQUES

Consciente des problématiques du «cœur de ville», comme elle aime à l'appeler, la nouvelle élue municipale n'occulte pas pour autant les difficultés des habitants du 7e. «Nous savons qu'il y a dans ce secteur des vrais problèmes sociaux en lien avec les seniors et les difficultés d'accès sur ce secteur», continue-t-elle. Afin de pallier ce manque de desserte. Sabine Bernasconi souhaite renforcer les transports en commun en les développant d'ici à 2015. Et le maire d'ajouter: «Le 1er et le 7e n'ont pas du tout les mêmes problématiques. Le 1er est une zone très urbanisée qui pêche par son manque d'espaces de loisirs. C'est pour cette raison qu'un City Stade sera bientôt crée en plein cœur du 1er arrondissement». Son équipe et ellemême ont conscience que cela prendra du temps mais ils souhaitent «changer les choses en profondeur et sur le long terme». Désormais, un nouveau visage est aux commandes, les marseillais jugeront le temps venu.

E.D



Plein feux sur le secteur médico-social

La Chrysalide, les Petits frères des pauvres, Hospitalité pour les femmes, Irsam, Hôpital Saint Joseph... Au total, douze associations de l'action sanitaire et sociale ont présenté leurs activités lors d'un speed-dating destiné aux médias. Organisé pour la première fois par l'Uriopss Paca-Corse, une fédération qui regroupe plus de 500 associations et établissements sans but lucratif agissant dans le domaine de la santé et de l'action sociale, cette rencontre avait pour objectif de mettre en lumière leurs indispensables missions: «Toutes ces associations œuvrent au quotidien en faveur des personnes les plus vulnérables de notre société, enfants, jeunes et adultes en grande difficulté, personnes âgées dépendantes, personnes handicapées ou malades.

Or, elles sont mal connues du grand public et méritent d'être mises en valeur dans les médias.» précise Monique Lozano, responsable de la communication à l'Uriopss. Une initiative originale qui devrait se dérouler chaque année dans les locaux de l'Uriopss.



Uriopss Paca-Corse
Union inter-régionale interfédérale des organismes
privés non lucratifs sanitaires et sociaux
54, rue Paradis 13006 Marseille
www.uriopss-pacac.asso.fr

SL

Une priorité l'amélioration de l'accueil d'urgence

Suite aux dernières élections municipales, Xavier Méry, directeur de l'institution Sainte-Trinité à Marseille, a été nommé adjoint délégué à l'intégration et la lutte contre l'exclusion, à l'hébergement d'urgence, au Samu Social. Il prend ainsi le relais de l'emblématique Michel Bourgat, en charge de cette délégation durant six ans.

Marseille Plus le Mag : Votre prise de fonction coïncide avec une période difficile dans la gestion de l'hébergement d'urgence des sans-abris à Marseille. Voilà quelques mois, l'UHU, l'unité d'hébergement d'urgence de la Madrague-Ville a été le théâtre d'un important incendie, il est actuellement en travaux. La situation d'accueil des sans-abri s'estelle stabilisée ?

En effet, j'ai pris mes fonctions dans un contexte explosif et stabiliser cette situation est ma priorité absolue. Tout d'abord, il est important de rappeler le contexte. L'incendie qui s'est déclaré le 17 mars dernier, a rendu une grande partie de l'UHU de la Madrague-Ville non viable. Sur les 350 places de départ, il ne reste plus, depuis plusieurs mois, que 50 places disponibles. Pour faire face à cette situation d'urgence, nous avions réquisitionné deux gymnases, le gymnase de la Calade et De Santi. Aujourd'hui, seul le gymnase de la Calade peut accueillir 60 personnes. Par ailleurs, l'école Saint-Louis peut accueillir une cinquantaine de femmes en situation d'errance. Enfin, début juillet, l'Etat et le Préfet ont demandé la réquisition provisoire d'une zone non utilisée au sein de l'hôpital psychiatrique Edouard Toulouse pour accueillir de manière temporaire 52 personnes en errance. Enfin, l'accueil de nuit Saint-Jean de Dieu subit actuellement des travaux, ce qui n'améliore pas la situation. Cet enchaînement de circonstances a créé une situation particulièrement tendue, beaucoup de sdf se sont retrouvés dans la rue cet été. Tout devrait rentrer dans l'ordre à la fin des travaux de l'UHU prévu mi-septembre.

M + : En parallèle, l'Etat et la Ville de Marseille ont lancé un programme de construction d'une nouvelle unité d'hébergement d'urgence qui sera installé sur un seul et même site, pouvez-vous nous en parler?

Je souhaite préciser que l'UHU de Marseille situé à la Madrague-ville est ouvert tous les jours de l'année, ce qui n'est pas le cas de tous les UHU. Ce complexe ne peut être pérennisé et le projet d'un nouvel UHU est un souhait de longue date de Jean-Claude Gaudin. En octobre 2013, date de l'adoption du projet par la Ville et l'Etat, le projet initial prévoyait la construction sur deux sites, l'un sur la rue du Capitaine Gèze dans le 14ème pour l'UHU femmes et le second sur le boulevard de



Magallon dans le 15ème arrondissement pour l'UHU hommes et les services du Samu social. Ce dernier terrain ne permettant pas d'optimiser l'aménagement des locaux, il a été finalement décidé qu'un seul site serait construit Bd de Magal-Ion regroupant l'UHU hommes et femmes. Le site est suffisamment spacieux et étanche pour que les deux structures soient bien séparées, évitant ainsi les problèmes de mixité. L'intérêt de cette mutualisation est de réduire significativement les frais de fonctionnement. Les frais de construction seront également diminués, le chantier revenant à

26.5 millions au lieu de 30 millions d'euros. Reste à trouver les financements. Par ailleurs, un souci demeure car il faudra encore patienter 4 ans pour que ce nouveau centre soit rendu. D'ici là, nous attendons de pouvoir utiliser de nouveau l'UHU de la Madrague-Ville.

M + : Vous avez récupéré la délégation du Dr Michel Bourgat, quelles sont pour vous les priorités de ce début de mandat ?

Comme nous venons de l'évoquer, ma priorité reste l'amélioration de l'accueil d'urgence sur la ville, en particulier avant l'arrivée de l'hiver. Nous allons également travaillé sur une meilleure organisation de l'accueil des différents publics en errance. Dans le nouvel UHU, un système d'étages permettra d'accueillir séparément les grands marginaux, les jeunes et les personnes âgées en grande difficulté. Aujourd'hui, on a vraiment des typologies d'urgence sociale différentes, nous devons en tenir compte. Pour le reste, toutes les subventions aux différentes associations sont maintenues.

Sandrine Lopez



Installé depuis 23 ans dans l'ancienne école des ingénieurs en électricité, en plein cœur du paisible quartier de Saint-Barnabé dans le 12ème, le lycée Marie-Gasquet forme chaque année un peu moins de 400 élèves aux métiers de la biotechnologie, de l'aide à la personne, des métiers du sanitaire et du tertiaire.

A la tête de cet établissement privé depuis 2008, Pierre Nobili présente ses spécifités.

A cœur du village agréable de Saint-Barnabé, à 100 mètres de la sortie de métro, se trouve l'établissement privé et technologique Marie-Gasquet. De la seconde au Bac Pro, cinq filières préparent les 340 élèves du lycée aux métiers d'orientations sanitaires et sociales, biochimiques et du tertiaire.

Un BTS en alternance accueille aussi une quinzaine de jeunes. «92% de nos élèves réussissent sur l'ensemble de nos 6 Bac Pro et nous n'effectuons aucune sélection à l'entrée si ce n'est le nombre de place disponible dans chacune des filières», commente fièrement le chef d'établissement Pierre Nobili.

L'EMPLOYABILITÉ DES ÉLÈVES

Malgré tout, le prérequis pour intégrer une formation chez Marie-Gasquet est



« d'intégrer des élèves qui correspondent à notre projet d'établissement », continue le directeur. « Nous sommes très attentifs à ce que nos élèves soient sur le respect des valeurs initiées par la fondatrice de notre association Charlotte Grawitz». Le but étant quand même l'emploi, l'établissement veille à l'employabilité de ses jeunes. «Dans le cadre de ces périodes de stages nous nouons des relations plus

spécifiques avec des entreprises même si nous avons pour consigne de mobiliser les élèves dans la recherche individuelle...

Nous les préparons au mieux». Dans ce cadre presque familiale qu'est Marie-Gasquet, les élèves se sentent bien et réussissent. «Nous avons fait le choix de petites divisions afin de nous concentrer sur la qualité de l'enseignement,

plus individualisé. Même si nous prenons le risque de l'échec d'orientation», continue Pierre Nobili. Le 14 février prochain ainsi que le 2eme samedi d'avril, les journées portes ouvertes permettent de faire connaissance avec cet établissement et sa cinquantaine d'enseignants.

E.D



TOYOTA HYBRIDE POURQUOI PAS MON ENTREPRISE?



Toyota rallie les entreprises à l'hybride

Qualité, Coût de possession compétitif, image verte et citoyenne :

avec sa gamme full hybrid, la plus française des marques japonaise emporte un beau succès auprès des entreprises. Cinq modèles hybrides, six millions de véhicules hybrides vendus au cours de ses 17 dernières années.





Afin de répondre aux attentes spécifiques des entreprises, des administrations et des collectivités, Toyota Marseille Aubagne groupe iDM vous accueille sur 3 sites Toyota Business Centre.

TOYOTA NGA Provence 4x4 fait partie des marques piliers du Groupe iDM.

Trois concessions sont à votre service :



Toyota Marseille

48 boulevard Pont de Vivaux, 13010 Marseille 04.91.80.89.89

www.toyota-marseille.com



Toyota Marseille

208 boulevard de Plombières, 13014 Marseille 04.96.16.00.90

www.toyota-marseille.com



Toyota Aubagne

ZI des Paluds, 817 avenue des Paluds, 13400 Aubagne 04.42.84.89.90

www.toyota-aubagne.com

Une cinquantaine de personnes à votre disposition, trois Showroom représentant toute la gamme, trois parcs véhicules Toyota Occasions, trois ateliers équipés de 13 ponts, trois magasins pièces de rechange et accessoires.

Vos Toyota Business Centres de Marseille et Aubagne s'articulent autour d'une véritable cellule consacrée aux utilisateurs professionnels

2 ans

d'exemption de TVS pour les hybrides Toyota, et ensuite une TVS de moins de 200 euros par an.

Jusqu'à

4000€ de bonus écologique pour un véhicule hybride.

1 interlocuteur unique

Toyota entreprise est à votre écoute, il connait bien votre activité et comprend vos problématiques.

Des financements SUR MESURE

Adaptés à la fiscalité en vigueur, de multiples formules disponibles pour maîtriser votre budget.

UNE GAMME COMPLÈTE

Un pool de véhicules hybrides disponibles à l'essai, une exposition permanente de la gamme utilitaire.

1 heure

Avecle Toyota Duotech Service, l'entretien courant du véhicule est réalisé en moins d'une heure après la prise de rendez-vous, lavage compris, par un duo de techniciens formés.



Ils nous ont fait confiance:

La Mairie de La Ciotat (Hilux, Verso S) - La Mairie de Gémenos (Verso S) - La Mairie de Cassis (Hilux) - La Mairie la Penne sur Huveaune (Prius) - Le Centre Hospitalier d'Allauch (Aygo) - Le Centre Hospitalier La Ciotat (Aygo) - La Mairie de Marseille (Yaris hsd) - Le Conseil Général des BDR (Yaris hsd) - L'AP-HM (Yaris hsd et Prius)



Romain GARCIA
Toyota Entreprise Marseille & Aubagne

06.07.13.51.44 04.91.80.89.88 romain.qarcia@idm-toyota.fr







Le quartier de Saint-Mauront connaît une profonde mutation, qui pourrait bien passer par une nouvelle dynamique sociale. La construction d'un «Passage Jardinier» au coin d'une de ses rues est un bel exemple de la volonté de dialogue et de cohésion initiée dans ce quartier.

Saint-Mauront, faubourg pauvre parmi les pauvres, caractérisé par l'échec scolaire, le chômage et la vétusté de l'habitat, est aujourd'hui l'objet de projets ambitieux. Près de 64 millions d'euros sont consacrés à sa réhabilitation immobilière. Plus qu'une nécessité! Le vaste programme de Résorption de l'Habitat Insalubre engagé par la SOLEAM* sous l'égide de la Ville permettra la construction de nouveaux logements sociaux. «C'est un espoir pour tous les habitants qui ont longtemps désespéré», concède volontiers Lisette Narducci, maire de secteur. Mais en attendant qu'un parc moderne puisse voir le jour, des immeubles tombent et laissent place à des terrains en friche. Depuis le printemps 2012 et pour plusieurs années, de vastes espaces sont laissés vides et sans utilité. Alors, avant que le nouveau visage architectural de Saint-Mauront puisse apparaître, un autre visage essaie de se frayer un chemin : celui de la cohésion sociale, de la solidarité et de la convivialité.

AU SERVICE DES HABITANTS.

Avec la Fondation de France et son action « Nouveaux Commanditaires », les initiatives collectives ont pu être soutenues. La Fondation, dont la vocation est de répondre à « une politique culturelle de la demande », a choisi de proposer aux résidents de participer à la transformation du quartier par une action concrète en collaboration avec l'artiste Didier

Courbot, reconnu pour son œuvre dans des espaces publics « abîmés ». C'est ainsi que vient de naître le « Passage Jardinier », à l'angle de la rue Guichard et de la rue Félix Piat. A cet endroit, une longue passerelle en bois, partiellement couverte d'une pergola, rend praticable

le terrain. Cette œuvre simple et minimaliste est l'écrin d'un petit jardin où les enfants ont pu semer leurs fleurs. Peut-être que plus tard, ils pourront aussi cultiver quelques légumes, car l'espace aménagé constitue le support d'activités proposées par la Maison Pour Tous et l'école élémentaire Félix Pyat. Si aujourd'hui

la mission d'une réappropriation du quartier par ses habitants est accomplie en partie, la démarche doit pouvoir perdurer.

En juin dernier, lors de l'inauguration du nouvel espace, Didier Courbot encourageait le public à s'impliquer davantage encore : « je livre une œuvre inachevée, ce sont les habitants qui feront que ce lieu sera intéressant ou pas ». Katia Riccaboni, responsable de programmes à la Fondation de France, suggère quant à elle « que cet endroit puisse devenir un ilot de discussions et de rencontres : nous avons tous besoin de lieux pour réfléchir et pour rêver ». Le « Passage

Jardinier » s'inscrit dans le contexte d'une réalisation temporaire. Ne faudrait-il pas d'autres lieux comme celui-ci à Saint-Mauront ? Dans trois ou quatre ans, quand cet espace laissera place à un immeuble, le quartier aura-t-il bénéficié d'autres poumons verts ? Ceux-ci



offriraient, en effet, non seulement une nouvelle respiration, mais aussi un cadre pérenne aux inspirations des habitants.

C.S

* Société Locale d'Aménagement et d'Equipement de l'Aire Marseillaise «Place des Habeilles», un collectif intelligent C'est en parcourant le « Passage Jardinier», que l'on peut rencontrer les habitants de Saint-Mauront et découvrir un autre projet participatif : celui de la «Place des Habeilles». En accord avec le bailleur de fonds PACT 13, les futurs occupants de la rue Jouvène se sont rassemblés pour concevoir ensemble leur futur logement et réfléchir à son empreinte écologique. Une belle initiative qui va dans le sens d'une cohésion sociale à Saint-Mauront.



L'Education et la prévention, deux enjeux majeurs

Caroline Pozmentier est Adjointe au Maire de Marseille, Déléguée à la Sécurité Publique et à la Prévention de la Délinquance. Elle répond à nos questions sur les orientations de sa délégation. Entretien exclusif.



Marseille Plus Le Mag : C'est votre deuxième délégation à la sécurité de la Ville de Marseille ?

Caroline Pozmentier: Oui. j'entame mon deuxième mandat. Je suis arrivée en 2008, et c'était la première fois qu'un tel poste était confié à une femme, dans une grande ville en tous cas. Sur ma précédente carte de visite. l'intitulé n'était pas le même. i'étais responsable de la Police Municipale et Administrative ; aujourd'hui, mes missions sont plus axées sur les questions de sécurité et de prévention de la délinguance.

M+: Est-ce que le fait d'être une femme vous a rendu les choses difficiles?

Caroline Pozmentier: Le monde politique n'est pas prévu pour les femmes, surtout lorsqu'on exerce une fonction comme la mienne. Mais il ne faut pas faire du sur-place et s'apitoyer, même si la solidarité masculine est

très perceptible dans ce milieu. En réalité, les femmes en politique restent concernées par les questions de vie quotidienne, c'est ce qui fait leur différence et leur force. Jean-Claude Gaudin donne aux femmes qui l'entourent des responsabilités importantes.

M + : Quelles seront vos priorités pour ce deuxième mandat ?

Caroline Pozmentier: Nous devrons parler de droits et de devoirs. J'ai souhaité mettre en place une démarche très participative, en réunissant un cercle de réflexion sur la citoyenneté dès l'été 2013, avec des relais d'opinion, des acteurs incontournables de la vie associative, afin que leurs préoccupations figurent dans le programme de la campagne pour les municipales. Ce sont les enjeux d'éducation et de prévention qui en sont ressortis, et nous devons en tenir compte pour accompagner ce qui est déjà

amorcé : faire de Marseille une ville hospitalière, dans le respect des uns et des autres.

M + : Qu'en est-il des questions de sécurité ?

Caroline Pozmentier: Notre politique est de maintenir le cadre d'emploi de la Police Municipale, qui doit assurer le bon ordre et la tranquillité publique, sans aucune compétence iudiciaire. Depuis trois ans, elle a connu une modernisation sans précédent, pour que ses moyens matériels correspondent à ses missions qui ont évolué. Nos policiers sont à présent équipés de gilets pare-balles, flash-balls, tasers... Et nous avons plus que doublé nos effectifs, ce qui fait de la Police Municipale de Marseille la première de France. avec 420 agents.

M + : Vous aviez signé en 2012 une convention destinée à renforcer la coopération entre la Police Munici-

pale et la Police Nationale, où en est-on aujourd'hui?

Caroline Pozmentier: Les premiers mois ont été très laborieux, car les deux polices ne se parlaient pas assez, et tous les responsables n'avaient pas pris les dimensions de l'enjeu. Il m'appartenait de rappeler aux équipes l'importance de nos réunions hebdomadaires, pour qu'elles soient constructives. A présent, cela commence à être mis en place de manière efficace. Il faut dire que nous avons un outil exceptionnel de collaboration : la vidéoprotection.

M + : Vous faites référence au Centre de Supervision Urbain, mis en place en 2012 ?

Caroline Pozmentier: Oui, c'est un dispositif de très grande qualité, exploité par la Police Municipale pour lutter contre la délinguance en lien direct avec la Police Nationale, qui demande des extractions tous les jours dans le cadre de ses enquêtes. Partout où la vidéo a été installée, nous avons un recul significatif des vols avec violence sur la voie publique. En 2015 au plus tard, nous aurons installé 1000 caméras dans tous les arrondissements de Marseille. Nous ne voulons pas être un « big brother » londonien, il ne s'agit pas de multiplier les équipements, mais de permettre aux agents d'être efficaces.

> Propos recueillis par Gaëlle Cloarec





«Nous avons constaté une remontée du FN à Vitrolles lors des dernières élections municipales alors que cette tendance avait reculée ces dernières années. Je pense néanmoins que c'est la conionction d'une situation nationale porteuse et locale du fait que la droite est très faiblement représentée sur le secteur», analyse Loïc Gachon, Maire de Vitrolles, Vice-Président de la CPA et Conseiller général délégué au développement durable et au développement économique. Ce jeune quadra, originaire du quartier de la Frescoule, a toujours eu un penchant pour la chose publique. «Mes parents étaient fortement investis dans le milieu associatif». A 23 ans. il adhère au PS «au lendemain du choc de l'arrivée de l'extrême droite à la tête de

la mairie de Vitrolles». Cet événement a certainement mené Loïc Gachon là où il est aujourd'hui. «La période Mégret est révolue», lance-t-il.

LA RECONQUÊTE

Aujourd'hui, l'heure est à la reconstruction et à la réappropriation du territoire par ses habitants. «Après son expansion de 1997, Vitrolles a vécu une sorte de crise d'adolescence. Elle a grandi trop vite et ses habitants tout comme les décideurs de l'époque ne savent pas quoi faire de cette ville», se souvient l'édile. Cette panne d'identité s'achève en 2006 avec Guy Obino et ses grands projets d'urbains. «Les Vitrollais et l'ensemble des acteurs locaux se doivent



de prendre conscience de la position stratégique de Vitrolles. Nous sommes le centre de la future Métropole marseillaise», continue-t-il. Située au centre des deux grandes villes que sont Marseille et Aix-en-Provence, à proximité de l'aéroport Marseille-Provence et dotée de nombreuses entreprises créatrices d'emplois, Vitrolles n'est plus un choix par défaut pour ses habitants.

UN CHOIX DE VIE

«Les personnes qui s'installent à Vitrolles font le choix d'y vivre», souligne Loïc Gachon. «Nous sommes un véritable pôle d'attractivité départemental. La métropole est une vraie chance pour notre ville même si ma crainte est de voir le projet se perdre dans des détails inutiles au lieu d'inventer et d'imaginer cette grosse machine.»

Pour ce jeune édile, le politique mais aussi la politique doit apprendre à se renouveler. «Nous devons nous investir au mieux pour que Vitrolles réussisse son changement malgré un budget très contraint et une situation financière difficile», conclut-il.

E. D



Gaëlle Lenfant, une femme méritante

Elle ne s'y attendait pas. Et pourtant. Gaëlle Lenfant a été décorée de l'Ordre National du Mérite pour son action auprès des jeunes et de l'égalité homme / femme. Définitivement féministe et engagée, la Vice-présidente de la Région Paca a toujours su répondre présente à tous les défis qui lui ont été lancés. Présentation d'une femme honorée.

Fin novembre, Gaëlle Lenfant ne s'attendait pas à recevoir un tel appel. «Najat Vallaud-Belkacem m'a avertie par téléphone. Je reçois cette nomination au grade de Chevalier de l'Ordre National du Mérite comme un grand honneur que me fait la République, ainsi que la reconnaissance de mon parcours», commente la Vice-Présidente de la Région Paca en charge de la Solidarité, de la Prévention, de la Sécurité et de la Lutte contre les discriminations.

Cette militante qui s'est révélée au lendemain de la défaite de la Gauche à la Présidentielle de 2002, ne cesse de donner de sa personne dans tous les combats qu'elle mène. «Depuis que Michel Vauzelle m'a confié ce poste auprès des jeunes, on a fait beaucoup de choses en faveur de l'image du politique, comment il est perçu par les citoyens et la vérité de ces engagements-là!» Et elle rappele que tout le



monde peut faire de la politique, «contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, la politique n'est pas réservée à des élites». Depuis 2002, Gaëlle Lenfant a mûri grâce «à ces gens que j'ai croisés et qui m'ont fait confiance». Ce qui satisfait

le plus cette femme de terrain, c'est que les projets mis en place dans le cadre des Etats généraux de la Jeunesse auquel elle participe en tant que vice-présidente déléguée à la jeunesse «sont concrets et ont des conséquences directes sur la vie des gens». Résolument tournée vers le futur, Gaëlle Lenfant souhaite dépoussiérer la manière dont on fait de la politique.

«J'utilise les réseaux sociaux pour communiquer avec les gens, j'aime ça! Le contact reste de toute manière ma marque de fabrique», lance-t-elle. Son rôle aussi de l'opposition de la mairie d'Aix-en-Provence lui tient beaucoup à cœur. «Être élue d'opposition ce n'est pas dire non à tout», confie t-elle. «Je fais mon travail aussi consciencieusement que quand je suis aux commandes.»

E.D

La diversité est une richesse pour Bernard Morel

Vice président de la Région et universitaire, Bernard Morel est le nouveau visage d'Euroméditerranée. Portrait du nouveau président qui inscrit son action son action dans la continuité de ses prédecesseurs.



Je ne cherche pas à marquer mon emprunte, mais je m'inscris dans la stricte continuité des projets engagés par Michel Vauzelle et ses prédécesseurs», martèle Bernard Morel, le nouveau président d'Euromediterranée. À la tête du Conseil d'administration, Bernard Morel dévoile son ambition : «construire un cœur de métropole à l'urbain apaisé et exemplaire en terme de développement durable en climat méditerranéen, une ville réconciliée avec elle-même et ses habitants, dont la

diversité est une richesse, une ville qui attire les visiteurs, les voyageurs et les entreprises, une ville à vivre qui propose à tous et à chacun l'ensemble des services et des équipements dignes d'une capitale méditerranéenne». Ce professeur, Viceprésident de la Région Paca, ne découvre pas l'Etablissement Public en s'installant à son nouveau siège de Président : «Mon premier article scientifique, je l'ai écrit en 1993. Et j'ai dirigé près de trente travaux».

RENDRE VISIBLE EUROMÉD

L'enjeu est à présent d'expliquer aux Marseillais et surtout à Bruxelles ce qu'est Euroméditerranée et comment il apporte des solutions en matière d'économie, d'urbanisme, d'équité sociale et d'emploi. «Nous fêterons cette année les vingt ans. Je ne souhaite pas que nous fassions une fête mais que ce soit plutôt un grand moment de visibilité vis-à-vis des Marseillais et de l'Europe», souligne t-il. Le nouveau Marseille sera pourtant célébré par une série d'évènements comme une exposition

de photographies avant-après sur l'espace public, l'inauguration du boulevard Euroméditerranée le long de la façade littorale.

Maintenant que la Charte Ville-Port a été signée, qu'Euroméd 2 a été entériné, «nous devons continuer nos échanges avec le Port et continuer la rénovation des secteurs comme le marché aux puces en favorisant les constructions verticales et l'implantation de sociétés innovantes, créatrices d'emplois». Après Marseille-Provence 2013, qui a mis en valeur les réalisations, beaucoup de questions restent encore posées. Comme par exemple l'avenir du J1 – propriété du Port- qui fait l'objet d'un appel à projets. «Nous entrons aussi dans la période de négociation entre l'Etat, les Régions et la Communauté Européenne pour enfin déterminer les projets du FEDER 2014-2020», conclutil. Avec un mandat d'un an, le professeur émérite devra user de toute sa pédagogie pour transcender tous les acteurs et continuer la mutation du front de mer phocéen.

E.D

«Notre histoire fait partie de notre ADN»

Ouvert en 2011, le Château de la Buzine développe depuis l'an dernier une politique active. Après un festival qui a conjugué avec bonheur différentes disciplines artistiques, la nouvelle saison s'annonce sous les meilleurs auspices. Entretien exclusif avec Valérie Fédèle, sa directrice générale, qui nous explique la stratégie mise en œuvre pour offrir un large éventail de propositions pour tous les publics.



Marseille Plus Le Mag : Pouvez vous succinctement nous relater l'histoire de ce château ?

Valérie Fédèle: Au début du siècle, Marcel Pagnol reconnait le château de la Buzine dont le gardien et son chien effrayaient sa mère durant son enfance sur le chemin des vacances, château qui deviendra «Le château de sa mère». C'est en 1941 que le cinéaste l'achète pour en faire une cité du cinéma, un «Hollywood provençal». Mais, l'édifice va être réquisitionné pendant la guerre puis abandonné et squatté. En 1995, il est racheté par la mairie et entièrement réhabilité grâce au travail de l'architecte André Stern. Il deviendra le premier monument historique livré pour Marseille Provence 2013.

M+ Quel est votre objectif?

V.F: Nous travaillons avec mes onze collaborateurs sans relâche, six à sept jours par semaine, pour parvenir à ce qu'il soit un lieu culturel et touristique dédié au cinéma méditerranéen.

Nous avons une histoire qui fait partie de notre ADN. Nous continuerons avec toute énergie car nous sommes une équipe avant tout passionnée. Il faut dire que le Château qui se trouve dans un écrin de verdure au cœur d'un parc boisé entouré de sept collines est un site d'exception.

M+: La Buzine propose un programme diversifié. Pourriez vous nous l'évoquer?

V.F: Le festival est un avant-goût de l'esprit que nous souhaitons donner au lieu. Nous sommes un musée avec un parcours interactif et ludique, des expositions permanentes sur Marcel Pagnol dont le contenu sera revisité cette année mais aussi temporaires dans le grand salon. Après le formidable succès de l'exposition Briata, nous allons proposer diverses expositions. Notre programmation s'appuie sur un projet artistique mettant en exergue des artistes qui ont travaillé sur le territoire.

M+: Cet été, un festival «Les Nocturnes du Château» a été organisé en étroite relation avec la mairie du 11/12. Quel était l'objectif et l'ambition de cet événement?

V.F: Il s'agissait de proposer à une période moins prisée par les organisateurs de festival, un événement avec cinq soirées gratuites, en plein air, associant, au sein d'une même programmation, aussi bien du théâtre, de l'humour, du spectacle jeune public, du cinéma, de la musique de film et de la musique classique. Cétait l'ambition de cette manifestation initiée par Valérie Boyer, députée maire, à destination des habitants. Ce furent des soirées magigues pour tous les visiteurs, jeunes et moins ieunes, qui, le plus souvent, sont venus en famille. Le succès a été au rendez-vous avec plus de 4000 visiteurs venus passer une soirée à la belle étoile!

M+:Aujourd'hui une nouvelle saison débute. Quels sont les projets ?

V.F : Il est tôt pour l'annoncer mais d'ores et déjà je peux vous révéler que des

concerts, des pièces de théâtre et autres représentations d'humour enrichiront la programmation. Notre désir est de présenter des activités construites en fonction des rythmes de vie et de la typologie de nos publics.

M+ Quelle est la stratégie que vous souhaitez impulser, plus particulièrement dans le secteur du cinéma?

V.F: Au sein de la grande salle de 340 places avec orchestre et balcon, des projections de films du patrimoine, des films pour enfants, des sorties thématiques alternent avec des sorties nationales. C'est le sens de l'action que nous avons souhaité proposer avec des films comme Planes 2, La Planète des singes ou Qu'est ce qu'on a fait au bon Dieu? Notre volonté est de séduire un large public à la fois par la programmation diversifiée et une politique de prix bas (4€ pour les enfants et 6,9 € pour les adultes en tarif plein). Nous disposons également d'une bibliothèque et d'une vidéothèque pour les cinéphiles.

M+: L'ouverture du restaurant représente aussi un atout indéniable pour le site. Pourquoi?

V.F: L'ancien gérant avait mis la clé sous la porte. Nous avons accentué nos efforts pour trouver un autre gérant avec un nouveau chef. Une carte adaptée à la Provence (daube, panisses, crème brûlée au romarin, glace à la lavande) est proposée à la clientèle. De fait, nous offrons l'opportunité d'une prestation complète avec repas, visites, films pour des groupes (familles ou touristes).

Propos recueillis par Jean-Pierre Enaut





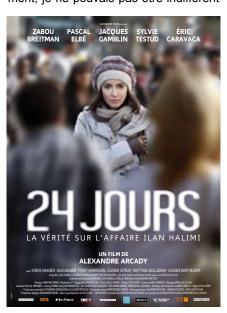
«Ce crime n'est pas un fait divers mais un phénomène de société grave»

Réalisateur à succès de films comme Le grand pardon ou Les cinq doigts de la main, Alexandre Arcady s'est attaqué intelligement à l'adaptation du livre de Ruth Halimi «24 Heures ou la vérité sur l'histoire d'Ilan Halimi». Entretien exclusif.



M + : Pourquoi vous a-t-il semblé nécessaire de faire un film sur la mort d'llan Halimi et sur le « gang des barbares » ?

Alexandre Arcady: Tout d'abord je voudrais préciser que 24 Jours n'est pas un film sur le gang des barbares mais un film qui témoigne du martyr d'Ilan Halimi. J'ai toujours souhaité être attentif au monde et considérer que le cinéma peut être parfois un outil d'éveil, un moyen de prise de conscience. Et tout naturellement, je ne pouvais pas être indifférent



à cet assassinat qui a bouleversé notre pays en 2006. Il y a des moments dans la vie où l'on est happé, bousculé, outré, révolté. La mort d'llan, le premier jeune juif à avoir été tué en France depuis la Shoah, est un événement qui m'a meurtri, comme il a meurtri beaucoup d'entre nous. Ce crime antisémite n'était pas un fait divers, mais un phénomène de société grave.

M + : Comment aborder au cinéma un tel événement ? Le fait de s'appuyer sur le livre de Ruth Halimi était-il pour vous le moyen le plus approprié pour faire 24 Jours ?

AA: Je n'aurais pas fait ce film sans le récit de Ruth Halimi et d'Emilie Frèche, « 24 jours: la vérité sur la mort d'Ilan Halimi ». En le lisant j'avais l'impression que Ruth Halimi avait écrit ce livre pour m'indiquer le chemin à prendre. Une phrase d'elle a été un déclic pour le cinéaste que je suis: « Je voudrais que la mort d'Ilan serve à donner l'alerte ». Donner l'alerte, ne pas rester les bras croisés, faire en sorte que cette tragédie nous ouvre les yeux. Et surtout, être du côté des victimes et non pas des bourreaux. Être du côté de ceux qui ont souffert, de ceux qui ont subi les assauts nauséabonds, haineux, irrationnels de cette bande de décervelés que l'on a appelé, plus tard, le « gang des barbares ».

M + : Toute la difficulté n'était-elle pas de développer une dramaturgie, un «suspense», malgré le fait que l'on connaisse, hélas, la fin tragique ? AA: Il y a une dramaturgie cinématographique, un enjeu, mais je n'aime pas le mot « suspense ». Il y a l'espoir, la désespérance, l'angoisse, la joie, la colère, le deuil dans ce film. Tout est malheureusement vrai: les 650 appels téléphoniques, les demandes de rançon irrationnelles, les insultes, les menaces, les rendez-vous donnés et annulés aussitôt, les multiples voyages de Fofana en Côte d'Ivoire, son interpellation en pleine rue et son arrestation manquée au cyber-café...

Tout est cruellement vrai. Il fallait retranscrire au cinéma cet événement, sans pathos, dans la vérité. Dans l'extrême vérité en s'appuyant sur des documents, des déclarations, des rapports de police;



en les racontant de la façon la plus limpide qui soit, en restant du côté de Ruth Halimi, de toute la famille et de la Police pendant vingt quatre jours. Malgré la fin tragique que l'on connait, il fallait aller jusqu'à l'inéluctable en espérant toujours le contraire. L'adaptation que j'ai écrite avec Antoine Lacomblez et Emile Frèche, devait être constamment en phase avec cette réalité terrifiante : « C'est arrivé à cette famille, ça aurait pu arriver à n'importe qui d'entre nous ».

Propos recueillis par Jean-Pierre Enaut

«Ensemble pour une meilleure vie»

Le 29e congrès de médecine physique et de réadaptation organisé par la SOFMER et mis en oeuvre par l'agence Atout Organisation Sciences dirigée par Alain Gargani, a été l'événement de l'année 2014. Ce fut un grand succés avec près de 2400 participants venus de 70 pays. Entretien exclusif avec le Professeur Gilles Rode, président de la SOFMER.



M + : Je crois que vous êtes particulièrement satisfait de ce congrès. Pourquoi ?

Professeur Gilles Rode: Nous étions en compétition avec Amsterdam et Lisbonne, ville qui est arrivée ex-æquo à trois reprises avec Marseille. Puis, la cité phocéenne a finalement été sélectionnée pour accueillir, après Thessalonique il y a deux ans, ce congrès de grande envergure. C'est effectivement une réussite incontestable puisque nous avons enregistré 2380 participants venus de 70 pays différents avec 248 jeunes médecins internes.

M + : C'était un véritable défi à plusieurs titres, n'est ce pas. Quel en était le principal ?

Pr Gilles Rode: Notre challenge était en premier lieu scientifique afin de promouvoir la recherche en rééducation dans le domaine des maladies neurologiques, chroniques, orthopédiques, respiratoires et cardiovasculaires en lien étroit avec les équipes françaises de recherche de l'INSERM, du CNRS, des instituts fédéraux de recherche sur le handicap et les différents partenaires européens.

M + : Au-delà de l'aspect scientifique, quel était l'enjeu ?

Pr Gilles Rode: Ce challenge était aussi académique puisque notre volonté était de promouvoir la qualité et l'innovation dans la formation des jeunes avec des spécialistes en médecine physique et en réadaptation et également de différents professionnels à savoir kinésithérapeutes, orthophonistes, éducateurs impliqués dans la prise en charge de patients atteints de handicap.

M + : Et sur un plan médical, quelles avancées ont été présentées ?

Pr Gilles Rode: Il y a naturellement l'aspect médical puisque l'objet était de promouvoir la contribution de cette discipline dans le domaine de la santé par le développement de nouvelles méthodes de rééducation. C'est également par l'apport de nouvelles technologies adaptées au handicap favorisant la récupération et la fonctionnalité et le développement de moyens de compensations par la mise en place de réseaux de soin ville-hôpital pour faciliter le suivi des patients à domicile et l'accompagnements des aidants.

M + : En matière d'innovation, le congrès constitue une vitrine d'un savoir-faire indéniable.

Pr Gilles Rode: Al'occasion du congrès, des mises au point ont été faites sur des recommandations professionnelles françaises et européennes. Ce fut effectivement une vitrine du savoir-faire avec la présentation de nouvelles technologies adaptées au handicap et notamment de nouvelles prothèses et orthèses.

M + : Enfin sur le plan social, l'enjeu n'est pas loin s'en faut négligeable ?

Pr Gilles Rode: Notre dernier challenge était à la fois humain et social dans le but de réduire les limitations d'activité des patients et d'améliorer leur qualité de vie.

M + : Les universités jouent-elles un rôle majeur dans cette voie ?

Pr Gilles Rode: Leur rôle est considérable. L'Université d'Aix-Marseille est d'ailleurs en pointe dans l'acceptation et l'intégration des étudiants atteints de handicap.

Propos recueillis par Jean-pierre Enaut



Un véritable triptyque

Aux côtés de la SOFMER, la société européenne de médecine physique et de réadaptation, présidée par Alain Delarque, également chargé de mission handicap à AMU, s'est considérablement investi pour accueillir ce congrès. «Cet événement portait sur trois thèmes à savoir les avancées de la recherche, l'enseignement et la formation initiale et continue ainsi que la qualité de vie ou la santé au niveau de la sensation de bien-être selon l'acceptation de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé)», a t-il précisé. Deux soirées avaient été initiées pour promouvoir cette disci-

pline auprès du grand public. La première en lien avec AMU et son président Yvon Berland a permis d'accueillir des étudiants en situation de handicap au sein de l'université et des représentant de sociétés internationales en présence de Fabienne Corre, chargée de mission handicap au Ministère de l'Education, de l'Enseignement et de la Recherche. La seconde soirée proposée en collaboration avec Jean-Michel Victor et Laurent Bensoussan, responsables du pôle de médecine physique et de réadaptation à l'APHM portait sur la pratique d'activités physiques et sportives, le handicap et

ses séquelles. Un programme sur l'insertion des personnes aidées qui ont eu des problèmes graves a été exposé.

De plus, le congrès a mis à l'honneur trois étudiants au profil emblématique et plus particulièrement le jeune Kévin arrivé de Lyon et qui joue en football fauteuil. AMU est particulièrement concernée: «Nous avons 560 jeunes en situation de handicap cette année, soit + 15% par rapport à l'an dernier», a t-il confié.



Santé Sud: 30 ans d'«Agir sans remplacer»

Créée en 1984 par des professionnels de la santé confrontés aux limites de l'aide d'urgence, l'association de solidarité internationale Santé Sud poursuit son combat pour le droit à la santé pour tous. Elle poursuit sa collaboration étroite avec ses partenaires du sud, au renforcement des ressources humaines de leur pays, au bénéfice des populations les plus vulnérables.



« Agir sans remplacer », voilà depuis 30 ans le credo de cette ONG qui a mené. depuis sa création, plus de 80 programmes dans 25 pays différents en Afrique - Mali, Madagascar, Mauritanie, République Centrafricaine - dans le bassin méditerranéen - Algérie, Tunisie, Liban - et en Asie-Mongolie. Riche de son expérience et des résultats probants de ses actions. Santé sud intervient cette année dans onze pays pour améliorer durablement la santé des habitants, en particulier ceux pénalisés par leur isolement géographique, leur vulnérabilité les mères, les enfants- ou par la gravité de leur handicap.

CRÉATION DE LA MÉDECINE GÉNÉRALISTE COMMUNAUTAIRE

Le programme phare de Santé Sud reste la médicalisation des zones de santé rurale démarré en 1988. Ce dispositif est né d'un constat : dans de nombreux pays africains, des médecins installés en ville et sans emploi coexistent avec des déserts médicaux regroupant 70% de la population. Dès lors, Santé Sud se fixe un objectif : aider les médecins

à s'installer dans ces zones rurales pour soigner une population d'environ 10 000 personnes. Mené d'abord au Mali, où les effets de cette médecine de proximité s'est vite fait sentir sur la situation sanitaire, ce dispositif a été ensuite étendu à Madagascar, au Bénin puis en Guinée. Il est considéré comme exemplaire par l'OMS qui recommande de le reproduire dans toute l'Afrique: « Nous donnons aux médecins locaux les outils nécessaires pour qu'ils soient autonomes grâce à des formations assurés par nos médecins bénévoles sur le principe du compagnonnage.»

L'objectif est de les former à une médecine de famille, différente de leur formation universitaire car ils doivent savoir tout faire, accouchements, dentisterie, médecine d'urgence et sont souvent seuls face à des cas parfois très difficiles. » explique Julie Begin, responsable de la communication pour Santé Sud. Une fois installés, ces médecins de campagne créent une association pour s'entraider et collaborer avec Santé Sud. Aujourd'hui, l'expérience « médecin généraliste communautaire » a fait

ses preuves car 230 médecins exercent désormais dans les zones rurales les plus reculées dont 150 au Mali, 59 à Madagascar et 21 dans le Nord Bénin. Et bonne nouvelle, le Togo intéressé depuis de nombreuses années à ce type de dispositif va bientôt pouvoir en bénéficier. Un médecin généraliste communautaire va être installé grâce au soutien de l'association Aformetrop pour le suivi terrain et de Santé Sud.

PRÉSENT DEPUIS 20 ANS EN MONGOLIE

Cette année, Santé Sud célèbre sa vingtième année d'actions en Mongolie. Outre la création d'une délégation mongole Santé Sud, l'association mène depuis 1994 plusieurs projets d'amélioration de qualité des soins dans les structures sanitaires de la province de Sélengué. Forte du succès rencontré, elle poursuit ses efforts depuis 2009 dans la région de l'Arkhangai. Cette année, le programme « Bien naître en Arkhangai » est destiné à renforcer la qualité des soins périnataux dans les centres de santé et hôpitaux.

30 ANS D'ACTION

Santé Sud fête ses 30 ans d'existence à travers plusieurs événements ouverts au public. Le 16 octobre prochain, l'ONG était présente au siège du Conseil Général des Bouches-du-Rhône pour un point-rencontre autour de la drépanocytose, la maladie génétique la plus répandue en France et dans le monde. Puis place à la 9eme Journée provencale de la santé humanitaire le 14 novembre à la Faculté de médecine de Marseille. Cette année, elle aura pour thème «Santé...durable?». Enfin. Santé Sud a clôturé cette année anniversaire en beauté le 5 décembre par un concert de solidarité d'Africa Express à la Maison de la Région à Marseille.

Sandrine Lopez



En ce début d'été, le stade Hubert-Moruzzo est bien calme. C'est la trêve, lorsqu'Omar Keddadouche nous reçoit. A peine arrivé du Brésil, où il vient de passer une quinzaine de jours dans le cadre d'une opération caritative, le président de l'Association Sportive et Cultu-



relle Vivaux Sauvagère 10e présente avec fierté sa dernière trouvaille : un maillot de l'Atlético Paranaense un club de Curitiba où il a séjourné. La tunique rouge vient alimenter son impressionnante collection de maillots de football dont une partie s'exhibe dans le local de l'ASC Vivaux-Sauvagère aux côtés des dizaines de trophées remportées par ses équipes. Sur les murs, on trouve une photo de Guy Roux rencontré lors de l'essai d'un joueur à l'AJ Auxerre et un superbe graf' réalisé à Clairefontaine à l'occasion d'un tournoi. Car le club du 10e arrondissement connaît une progression fulgurante.

300 LICENCIÉS, UNE TRENTAINE DE BÉNÉVOLES

Créé en 2011 sur les cendres de l'historique Vivaux-Marroniers Sports, liquidé

après des déboires financiers, l'ASCVS compte plus de 300 licenciés encadrés par une trentaine de bénévoles. "Des vrais bénévoles qui ne touchent pas d'argent", précise Omar Keddadouche (36 ans) qui avait signé sa première licence de joueur à Vivaux-Marroniers avant d'en devenir l'entraîneur. Le bonhomme passionné de foot et natif du quartier ne pouvait se résoudre à voir disparaître le ballon rond.

"On a eu cette idée folle de relancer un club", sourit-il rappelant les premiers mois durant lesquels il a dû "montrer patte blanche pour convaincre des sponsors de son sérieux". Il y est parvenu de belle manière puisque le club jouit de locaux neufs, de vestiaires rénovés et d'une superbe pelouse synthétique. "Sans l'aide du député-maire Guy Teissier nous n'en serions pas là", tient à préciser le président de l'ASCVS.

AIDE AUX DEVOIRS POUR LES ENFANTS

D'abord exclusivement réservé aux catégories de jeunes, le club a ouvert cette saison une section Seniors dont l'objectif est d'atteindre la Promotion d'Honneur et une équipe vétérans.

Certes, le club connaît un réel succès sportif et les détections organisées par des centres de formation professionnels comme Sochaux ou Nancy démontrent sa crédibilité mais l'ASCVS avance une double vocation. "On est un club social", martèle le président. A partir de la rentrée, les éducateurs proposeront de

l'aide aux devoirs aux enfants. "Ainsi, ils ne les bâclent pas chez eux et ne ratent pas l'entraînement, c'est gagnant-gagnant", détaille Omar Keddadouche. Chaque année, l'ASCVS participe au Téléthon et organise une collecte annuelle pour les "Restos du coeur" où chaque membre du club doit faire don de denrées alimentaires. Le poster de Coluche rappelle symboliquement cette initiative.

"ON VEUT FORMER DES HOMMES AVANT DES FOOTBALLEURS"

Toutes ces actions ont permis d'offrir une image positive du club mais aussi des quartiers environnants de Sauvagère à Benza en passant par Vivaux. "On n'a pas une baguette magique mais on est fier d'avoir améliorer les choses, explique Omar Keddadouche.

On veut former des hommes avant des footballeurs. A travers le foot, on peut passer des messages. On est écouté car on a un rôle de grand frère. Nous sommes issus de quartiers populaires. Le contexte social est difficile. Nous ne sommes pas pauvres. Mais la solidarité et l'entraide sont nos valeurs." C'est tout sauf un hasard si la devise du club a été empruntée à celle du mythique club anglais Liverpool Football Club : "You'll never walk alone". Vous ne marcherez jamais seuls.

Manuel Cid

SPORT 🔑

Consolat, le rêve d'un quartier

A la surprise générale, le Groupe Sportif Consolat s'est hissé en National, la troisième division du football français.

Dans l'ombre de l'OM, ce club de quartier se verrait bien installer un second grand club à Marseille.



C'est l'histoire d'un petit club qui monte, qui monte... et dont on ne sait pas où il s'arrêtera. Créé en 1964, le Groupe Sportif Consolat a fêté son cinquantième anniversaire par une accession en National, la troisième division du football français. Un exploit sans précédent pour le club d'un quartier du 15e arrondissement qui compte environ 2.500 âmes. Le coeur le, GS Consolat, n'en manque pas.

C'est même son moteur. Plus petit budget du CFA (championnat de France amateur), le GSC s'est hissé à la première place du groupe C au nez et à la barbe de Rodez et Grenoble, bien loin devant les réserves professionnelles de Monaco et Nice. Cette accession n'a pourtant pas été vécue comme une surprise. "C'est la progression normale du club. Depuis trente ans, on monte en moyenne tous les trois ans", souligne Jean-Luc Mingallon (53 ans), le président. à la tête du club depuis plus de trente ans. Désormais, c'est au National que son club s'attaque. Est-il prêt pour évoluer dans l'antichambre du monde professionnel ? "On est armés sportivement. On n'a pas à rougir de notre groupe.

Nos joueurs ont énormément de qualités", prévient le patron. "Ça va être très dur, tempère le défenseur Jérémy Nicodème. Entre le National et le CFA c'est le grand écart. Il y a plus d'exigence."

800.000 EUROS LE PLUS PETIT BUDGET DU NATIONAL

Fin juin, Mingallon, qui a subi le départ du duo Galli-Camizuli (remplacé par l'ancien défenseur international de l'OM William Prunier qui officiait à Colomiers), a été auditionné par la Commission Fédérale de Contrôle des Clubs pour présenter son budget prévisionnel qui oscille autour des 800.000 euros. "On les a fait rire! Mais je leur ai dit que nous étions dans le vrai puisqu'avec le plus petit budget de CFA (ndlr: 300.000 euros), nous sommes montés." La CFCC a validé la montée en imposant un encadrement de la masse salariale. Avec Jean-Luc Mingallon, aucun risque de dérapage. Le truculent boss n'a pas oublié l'aventure de Cassis-Carnoux terminée en 2010 par une liquidation judiciaire deux ans après une montée en National car ses dirigeants avaient eux les yeux plus gros que le ventre. "On a l'obligation de ne pas faire de folies. On ne va pas gaspiller de l'argent avec des recrues onéreuses. On doit montrer que dans les quartiers Nord on sait gérer", assure-t-il.

LE GSC ATTEND UN GESTE DE LA MAIRIE POUR SON STADE

Humble mais pas sans ambition, M. Mingallon promet même qu'il a enterré la hache de guerre avec la Mairie de Marseille. Le Groupe Sportif Consolat a même été accueilli à l'Hôtel de ville, le 27 juin dernier, pour y recevoir les félicitations de Jean-Claude Gaudin qui a remis la médaille de la ville au président du GSC. Doit-on y déceler un signe de réchauffement de relations long-temps glaciales ? "Il faut arrêter les polémiques. Tout le monde doit comprendre que nous avons des intérêts communs", explique le président Mingallon.

Alors que toutes les grandes villes d'Europe disposent de plusieurs clubs de haut niveau, Consolat rêve de s'extirper de l'ombre de l'Olympique de Marseille. "On veut installer un deuxième club à Marseille. C'est la seul ville hormis Paris où c'est possible. On ne pourra jamais concurrencer l'OM, reconnaît M. Mingallon. Mais même si je sais que c'est prétentieux, je pense qu'on pourrait partager le stade vélodrome avec l'OM. Cela ferait les affaires de tout le monde: l'OM partagerait la facture du lover. la Mairie n'aurait pas à construire un autre stade pour nous et nous aurions un stade à

la hauteur." Le stade de La Martine est loin de correspondre aux standards des clubs de l'élite que Consolat veut atteindre. "La Ligue 2 est l'objectif à moyen terme", prévient Mingallon. "Il faut que le club parvienne à réaliser la transition de l'amateurisme au monde professionnel", ajoute Jérémy Nicodème.

JEAN-LUC MINGALLON: "NOUS FAISONS DU FOOT SOCIAL"

Consolat devra se structurer et se développer. Mais sans se renier. "Nous faisons du foot social! Il y a 500 gamins chez nous, rappelle M. Mingallon. On veut donner du rêve avec des joueurs qui mouillent le maillot. Nous sommes le club de la deuxième chance, on récupère tous les échoués pour les relancer." On ne compte plus les joueurs passés par cette modeste équipe de quartier qui ont rebondi vers des clubs plus huppés. Pour continuer à grandir, Consolat aimerait accueillir des investisseurs capable d'accompagner la progression sportive sur le terrain financier. "Je cherche à laisser ma place. Ça fait trente ans que je suis président. J'aimerais trouver des gens sérieux qui aiment le foot. Et surtout qu'ils amènent leur budget. Car le nerf de la guerre, c'est l'argent. On ne va pas se mentir", souffle M. Mingallon. Avant d'éventuellement toucher le jackpot, Consolat va suivre son chemin avec ses valeurs. "Notre pauvreté fait notre richesse" conclut le président.

Manuel Cid





Un vrai moment de fête

L'événement musical de l'automne fut incontestablement la Fiesta des Suds qui s'est déroulée du 15 au 18 octobre 2014 au Dock des Suds. Encore une fois le succès fut au rendez-vous puisque dans un climat économique morose, la Fiesta a attiré plus de 35 000 visiteurs qui ont été enthousiasmés par un plateau musical exceptionnel.



Comment évoquer la Fiesta des Suds? Tout semble avoir été dit ou presque sur cette manifestation de grande ampleur qui suscite un engouement exceptionnel de la part du public. Il faut dire que l'équipe de l'association Latinissimo emmenée par

artistique, Florence Chastagnier déléguée générale et tous leurs complices propose, chaque année, un programme de grande qualité, très éclectique, pour un public très hétéroclite, de

Bernard Aubert, directeur jeunes et de moins jeunes.

Conseil général apporte son soutien indéfectible à cette manifestation très prisée qui enthousiasme certes un public de la cité phocéenne et du département mais également des départements limitrophes et au-delà même. «Comment se passer d'un tel événement culturel qui année après année, quelque soit l'espoir ou la dureté des temps, nous rappelle que nous avons tous besoin d'insouciance et du bonheur partagé d'un vrai moment de fête?», a souligné Jean Noël Guérini, président du Conseil Bouches-du-Rhône. Cette année, si la formule a été condensée sur trois jours et demi avec la traditionnelle

Il faut dire également que le

Fiesta des Minots, la formule est touiours gagnante avec un programme toujours aussi alléchant. Parmi les grands moments de cette édition. le concert de Christine and The Queen qui s'est imposée comme la révélation de l'année

avec sa pop hybride. Autre égérie de la scène. Catherine Ringer, la chanteuse des Rita Mitsuko qui, à l'invitation d'Eduardo Makaroff et de Christoph Muller, de Gotan Project, est venu célébrer le mariage du tango électro et de la pop.



Autre diva attendue, Séla Sue, la chanteuse flamande qui, après le succès de Raggamuffin a dévoilé son nouveau répertoire en live. N'oublions pas Irma, la chanteuse franco-camerounaise ou le groupe Astonvilla. Mais le point d'orgue de cette édition fut le concert événement des Massifia Sound Système qui ont fêté à domicile leur trente ans de carrière!

JP.E



côtés de Jean-Noël Guérini, Président du Conseil général des Bouches-du-Rhône.

La Fiesta des Suds

Dans le cadre de sa politique culturelle, le Conseil Général est le principal partenaire de la Fiesta des Suds depuis plus de 20 ans maintenant. «Nous sommes fiers et heureux de la pérennité de ce partenariat car La Fiesta est un festival unique qui contribue au rayonnement, à la notoriété et à l'attractivité du grand Marseille et des Bouches-du-Rhône», a confié Rebia Benarouia, Conseiller général. La programmation offre il est vrai, à un large public, la possibilité de découvrir et d'apprécier de grands artistes, natifs du bassin méditerranéen, de

formation traditionnelle ou contemporaine, mais qui affichent tous un talent artistique incontestable. «Cette démarche s'inscrit totalement dans l'axe de la politique culturelle du Département qui s'attache à privilégier une culture de qualité pour tous et partout», a t-il souligné. D'ailleurs chaque année le succès est au rendez-vous. «Nous continuerons à accompagner l'Association Latinissimo qui contribue avec cet événement à faire rayonner le spectacle vivant», a t-il précisé.





Le MAC souffle ses vingts bougies

Pour célébrer son vingtième anniversaire et ouvrir la sixième édition du Printemps de l'Art Contemporain, une grande fête a été organisée, le 28 mai 2014, au Musée d'Art Contemporain. L'inauguration de l'exposition éponyme s'est effectuée en présence de M. Jean-Claude Gaudin Sénateur et Maire de Marseille avec, à ses côtés, Bernard Blistène, directeur du Musée National d'Art moderne du Centre Pompidou.



Construit à la fin des années soixante dix par le Docteur Rau, grand amateur d'art pour sa propre collection, le MAC a été donné à la ville lorsque le mécène et philanthrope abandonna son projet de musée. En 1992 le maire de l'époque, Robert Vigouroux, encouragé par son adjoint à la culture et par le directeur des Musées de Marseille, Bernard Blistène, décida alors de la création du musée dans le bâtiment réaménagé. Le nouveau mu-

sée arrivait alors comme la création de l'extraordinaire dynamisme de la scène artistique marseillaise depuis le début des années quatre vingt avec des artistes talentueux comme Richard Baquié, Judith Bartolani, Michèle Sylvander, Gérard Traquandi.

UNE VÉRITABLE RÉFÉRENCE

Considéré comme l'un des premiers musées du genre, le MAC se fit connaître immédiatement par une programmation exemplaire qui associa, dès l'origine, les meilleurs artistes contemporains de toutes les générations. En deux ans, Bernard Blistène, alors récemment nommé directeur du Musée National d'Art moderne au Centre Pompidou, fit du MAC, une véritable référence nationale et internationale. «Mon ami, le regretté Professeur Roger Luccioni qui fut conseiller municipal en charge notamment des musées jusqu'à son décès en 2008 a aussi apporté un soutien inconditionnel.

> Jean-Pierre Enaut La suite de l'article sur www.marseille plus.fr









Découvrez l'une des meilleures Bouillabaisses de Marseille.

Le Calypso vous propose ses Loups, ses Dorades Royales, ses Langoustes vivantes d'une fraîcheur exceptionnelle et issues de la pêche locale.

Le standing de l'établissement est assuré par le sérieux du service, une clientèle de choix et surtout un emplacement extraordinaire au bord de la mer.

3, rue des catalans - 13007 MARSEILLE

Tél. : 04 91 52 40 60

www.restaurantcalypso.fr

E-mail: calypsovisciano@aol.com



VINCI FACILITIES : L'EXPERTISE TECHNIQUE AU SERVICE DU FACILITY MANAGEMENT.

VINCI Facilities propose des solutions qui conjuguent maintenance technique et services aux occupants dans le cadre d'une démarche globale d'efficacité énergétique. Présent dans 18 pays d'Europe sur des sites tertiaires et industriels, VINCI Facilities s'engage durablement à prendre soin de vos bâtiments et à améliorer l'environnement de travail.

Contact Aix-en-Provence

Djamal Mouhou Tél : 04 42 90 55 80

djamal.mouhou @vinci-facilities.com





ACCENTS Cg13.fr







vous êtes forcément dedans





















